



L'été  
en mode  
sport-chic

L'esprit du luxe, le luxe avec esprit

## Les démagos nous prennent pour des gogos

Qui osera dire que le pouvoir d'achat ne se distribue pas, mais s'arrache avec les dents ? Pas les candidats aux législatives, prêts à duper les Français dans une surenchère de mesures aussi coûteuses qu'inapplicables. Nos bonimenteurs invoquent la croissance (molle), les inégalités (toujours) ou les riches (trop riches) pour justifier leurs mensonges. Leur bréviaire : prendre

pour donner, donner sans produire. Ces Diafoirus de la relance jouent la ruine du pays contre de petits gains électoraux. Ils grimacent la fable d'un Etat financeur des fins de mois de tous, pour mieux accélérer le grand déclassement.

Alors oui, le pouvoir d'achat, et d'abord celui des plus précaires, mérite la mobilisation nationale. Mais par l'effort, et non pas par la facilité du déficit.

Qui pour rappeler que la hausse des salaires passe par celle de la productivité ? Qui pour redire que l'accroissement de la richesse va de pair avec celui du volume de travail ? Qui pour insister sur la priorité de l'éducation et de la formation ? Les démagos nous prennent pour des gogos.

Rémi Godeau  
@remigodeau

Les blocs politiques rivalisent de propositions pour doper les salaires sans jamais expliquer aux Français qu'ils dépendent, à long terme, de leur volume de travail et de la productivité

## Pouvoir d'achat : la course folle

### Ouverture des vannes

L'Institut Montaigne a tenté de chiffrer la facture des mesures destinées à augmenter le pouvoir d'achat. Un gouffre pour l'Etat, et donc les contribuables.

Marc Vignaud

« QUELLE EST LA PREMIÈRE priorité de nos concitoyens ? Ce qui leur reste à la fin du mois pour vivre, c'est là-dessus que nous sommes collectivement le plus attendus ». Jeudi, Gabriel Attal présentait le programme de la majorité sortante pour les législatives. Le Premier ministre sortant a tenté de rattraper son retard sur les folles promesses formulées par le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national en la matière.

Il a dégainé quelques mesures comme une mutuelle publique pour les quelque 3 millions de Français qui en sont encore dépourvus. Ou encore une augmentation de la prime Macron, jusqu'à 10 000 euros par an. Ce à quoi

il a ajouté une exonération de « frais de notaire » (les droits de mutations) acquittés lors de l'achat d'un bien immobilier, dans la limite de 250 000 euros. De quoi faire gagner près de 15 000 euros aux primo-accédants, à condition qu'ils ne dépassent pas un seuil de revenu à préciser.

**Manque à gagner.** A écouter les équipes de campagne d'Ensemble pour la République, toutes ces mesures sont financées. La baisse des frais de notaire ? Elle coûterait 2 milliards d'euros par an, mais elle serait déjà intégrée à la trajectoire budgétaire de retour sous 3% de déficit en 2027, car elle correspond à la très attendue baisse d'impôt sur les classes



moyennes promise par le chef de l'Etat pour 2025.

Sauf que ce chiffrage est pour le moins optimiste. Sans avoir tous les détails, l'Institut Montaigne a évalué la baisse des droits de mutation à 3,3 milliards. Quant à la prime Macron jusqu'à 10 000 euros, bien loin de ne rien coûter, elle pourrait entraîner jusqu'à 6,5 milliards de manque à gagner ! Les sommes distribuées de-

vraient diminuer les profits des entreprises, donc l'impôt sur les sociétés, tout comme les recettes de la Sécu, en se substituant en partie aux augmentations de salaires. Au total, il y en a pour près 10 milliards, sans compter une augmentation des plafonds d'exonération de droits de donation et de successions de 100 000 à 150 000 euros par enfant, incluant les familles recomposées et les grands-parents...

Petit bras, pourrait-on dire. Le Nouveau Front populaire, lui, s'autorise tout, puisque ses dépenses sont censées relancer l'économie. La députée PS, Valérie Rabault, les a chiffrées à 106 milliards d'euros, même une partie sera compensée par des hausses d'impôts massives sur les plus riches. Parmi une longue liste, on compte une augmentation de 10% des fonctionnaires et de l'allocation

Page 2

## Eric Ciotti fâché d'être classé à l'extrême droite

### Nuances

S'IL A FRANCHI le pas d'une alliance avec le Rassemblement national de Marine Le Pen, Eric Ciotti n'apprécie guère d'être classé à l'extrême droite. Le président déchu des Républicains a dénoncé jeudi une « basse manœuvre de la macronie » après avoir découvert que le label « Union de l'extrême droite » avait été attribué à sa candidature, comme à celle de tous ses candidats LR-RN, dans la classification officielle du ministère de l'Intérieur pour ces législatives. La nuance « LR »

revient, quant à elle, aux candidats LR-indépendants.

Dans un communiqué, le député sortant des Alpes-Maritimes a fustigé une « manipulation grossière orches-

trée par le ministère de l'Intérieur ». « Il est inacceptable que l'alliance des Républicains et du Rassemblement national soit ainsi stigmatisée », tonne-t-il. Et de s'étonner que l'alliance des partis du

Nouveau Front populaire (PS, écologistes, LFI, PCF) soit « simplement qualifiée "d'union de la gauche" par Monsieur Darmanin ».

« D'un côté, les Français patriotes sont injustement étiquetés, et de l'autre, une extrême gauche séditeuse, factieuse et antisémitique bénéficie d'une terminologie bien plus douce. Pourquoi ce deux poids, deux mesures ? », écrit-il. Et de demander « une rectification immédiate de cette classification ». Une exigence qu'il formule « en tant que président des Républicains », puisqu'il a obtenu en justice l'invalidation de son exclusion de LR.

Saisi par le RN en mars dernier, le Conseil d'Etat avait jugé que le RN pouvait bien être classé par le ministère de l'Intérieur à l'extrême droite, et La France insoumise à « gauche », sans que cela altère la « sincérité du scrutin ». Ironie du sort, si Eric Ciotti avait directement rejoint le parti de Jordan Bardella pour concourir aux législatives, il n'aurait pas à assumer l'étiquette « extrême droite », la place Beauvau ayant attribué aux candidats du parti de Marine Le Pen la simple nuance « RN ».

Christine Ollivier  
@Chr\_Ollivier

### Ania : « Restaurer de la compétitivité »



Jean-François Loiseau, le nouveau président de l'Association nationale des industries agroalimentaires, détaille sa feuille de route en exclusivité dans un entretien à l'Opinion. L'Ania a pour mission la défense et la promotion des industries de transformation alimentaire.

Page 5

### Ces candidats de la majorité qui éreintent Macron

La prise de distance vis-à-vis du chef de l'Etat se mue parfois en opposition au sein de son propre camp Page 4

### San Francisco mise sur sa météo pour attirer les touristes

La ville se veut un refuge face aux vagues de chaleur qui touchent les Etats-Unis Notre supplément The Wall Street Journal

### Sur le terrain, les macronistes face à la vague RN

Nombre de circonscriptions deviennent indécises aux yeux des candidats. Reportage en Saône-et-Loire et en Haute-Savoie Page 3



# Pouvoir d'achat : la course folle

## || | Suite de la page 1

adulte handicapée, mais aussi du minimum vieillesse ou la création d'une « garantie d'autonomie » de plus de 1 000 euros pour les jeunes autonomes à partir de 18 ans. Impossible d'être exhaustif tellement il y en a.

De l'autre côté du spectre politique, le RN a bien compris qu'il avait intérêt à tenter de renforcer sa crédibilité économique. « Le programme du Rassemblement national de Jordan Bardella sur le pouvoir d'achat a fondu comme neige au soleil », a ironisé Gabriel Attal. C'est vrai que plusieurs mesures emblématiques du programme de Marine Le Pen en 2022 ont été évacuées ou repoussées, comme la suppression de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans, ou encore la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

Après avoir ignoré l'état des finances publiques, le RN se défait sur la gestion d'Emmanuel Macron. Reste que le RN continue d'assumer une coûteuse baisse de TVA sur les carburants, l'électricité, le gaz et le fioul domestique. Peu importe que cela risque de se retrouver

## Toutes ces promesses non financées de manière crédible interviendraient au pire moment

dans les marges des distributeurs de carburants ou que le prix de l'électricité baisse tout seul en février prochain. Selon l'Institut Montaigne, le manque à gagner attendrait plus de 11 milliards. Il ne faut pas non plus oublier la promesse d'exonérer de charges patronales les augmentations de salaire jusqu'à 10%, dans la limite de trois fois le salaire minimum. Cette mesure à fort effet d'aubaine, qui pourrait être édulcorée, coûterait près de 5 milliards en 2027 et... 12 milliards en 2029.

Toutes ces promesses non financées de manière crédible interviendraient au pire moment : trou annuel entre les dépenses et les recettes publiques qui atteint 5,5% du PIB ou 154 milliards d'euros, ce qui fait augmenter mécaniquement la dette. Laquelle a déjà bondi de plus de 10 points depuis 2019 pour frôler 110% du PIB.

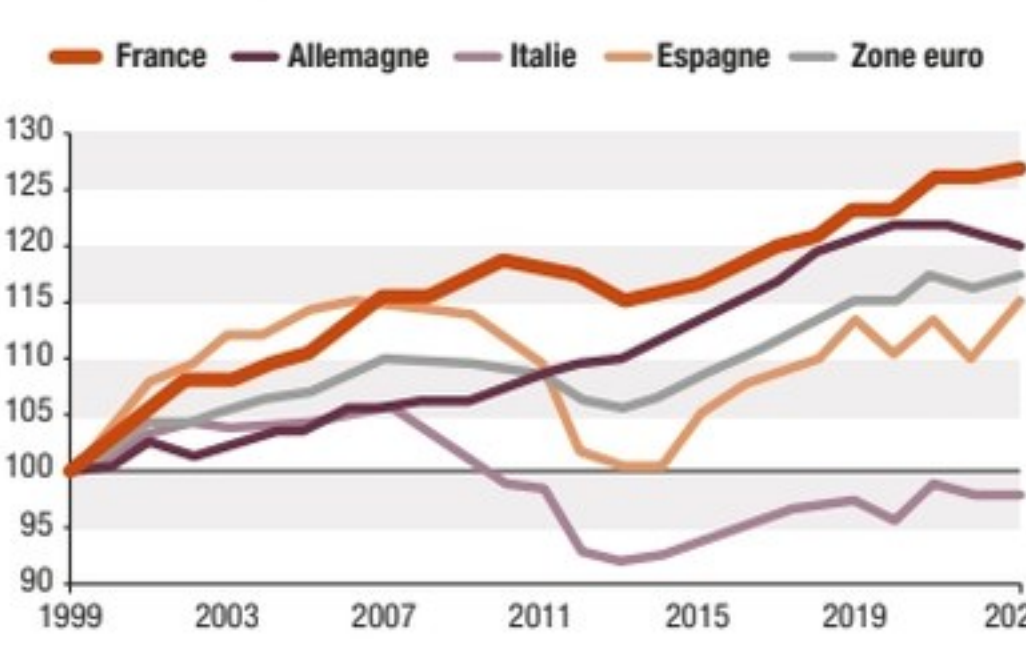
**Marge de manœuvre.** La France n'est pourtant pas le pays où le pouvoir d'achat a le plus souffert. Au contraire, cela fait des décennies que les politiques s'efforcent à le soutenir artificiellement. « Au risque de surprendre par rapport à la perception de nos concitoyens, le pouvoir d'achat du revenu disponible par habitant a significativement progressé en France, de 26% en cumul depuis 1999, contre 17% seulement dans l'ensemble de la zone euro, a rappelé le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, dans sa lettre annuelle au président de la République 2024. Cette croissance du pouvoir d'achat a été portée par des transferts sociaux - et donc des déficits publics - qui restent plus importants que chez nos voisins, et par des salaires réels dynamiques. » « En France, abonde l'économiste Jean Pisani-Ferry, on en a déjà fait beaucoup pour protéger le pouvoir d'achat, y compris pendant le choc sur les prix de l'énergie, mais manifestement ça n'a pas suffi. »

Il ne s'agit que d'une moyenne et ce discours est difficilement entendable pour beaucoup de Français qui ont du mal à boucler leurs fins de mois après une très forte augmentation des prix. Il n'empêche : ce n'est pas l'Etat qui peut durablement nourrir leur pouvoir d'achat, sauf au détriment des générations futures.

Ce qui permet aux entreprises d'augmenter leurs salaires sans menacer leur compétiti-

## Pouvoir d'achat par habitant en zone euro

Base 100 en 1999



SOURCE : LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, 2024, BANQUE DE FRANCE

vit, c'est la hausse de la production par tête, c'est-à-dire de la productivité, ou du volume de travail dans l'économie. Surtout dans un pays où le partage de valeur ajoutée créée par les entreprises ne s'est pas déformé en faveur des profits.

« S'il n'y a pas de productivité, il ne peut y avoir de pouvoir d'achat. On peut jouer sur la répartition des revenus mais la marge de manœuvre est limitée », rappelle Jean Pisani-Ferry. Or, cette productivité progresse de moins en moins vite au fil des décennies, en France comme en Europe. Depuis la Covid, elle est même en recul dans l'Hexagone, même si cela a permis d'augmenter le nombre de personnes au travail. Pas étonnant que les Français soient insatisfaits ! L'écart avec les Etats-Unis ne cesse de se creuser. « Dans la situation dégradée dans laquelle on est, tout n'est pas possible », conclut Jean Pisani-Ferry.

Quel que soit leur camp, nos dirigeants devraient donc se demander ce qu'ils peuvent faire pour stimuler la productivité. Cela nécessite d'investir, notamment, dans l'éducation, pour inverser l'effondrement du niveau des élèves ou en finir avec le délabrement des universités. De la dépense publique supplémentaire ? Probablement, même si améliorer l'efficacité de l'argent injecté est urgent. Cela nécessite de faire des choix. Dans un pays où les retraites représentent un euro sur quatre dépensés, et où les dépenses sociales sont aussi puissantes, ce sera difficile.

@mvignaud

## Nationaliser les autoroutes : un caprice aussi inutile que coûteux !

L'ACTUALITÉ des autoroutes est très « pratique » : depuis mercredi 19 juin, les automobilistes qui empruntent l'A14 en Ile-de-France n'ont plus besoin de marquer l'arrêt aux barrières de péage. Ce nouveau système en « flux libre », qui vise à faire gagner du temps aux usagers, va s'étendre sur l'axe Paris-Normandie avant de se déployer plus largement en France. Il n'est pas question de gratuité, même à quelques jours des législatives : l'automobiliste dont l'immatriculation est enregistrée par les portiques de passage dispose de trois jours pour payer sa facture.

Cette avancée technologique n'empêche pas le sujet autoroutier de rester très politique. La nationalisation des sociétés concessionnaires n'a pas disparu du paysage électoral. « Bien sûr que c'est encore au programme (...). Nous le ferons, »

## Bruno Le Maire a répété jeudi que l'opération coûterait 50 milliards d'euros aux finances publiques

a assuré la porte-parole du Rassemblement national, Laure Lavalette sur les ondes de TF1, mardi 18 juin. Sans répondre toutefois à l'épineuse question du coût de ce caprice, qui figurait déjà dans l'acte de foi de Marine Le Pen lors de la dernière présidentielle.

**Disette.** Jeudi 20 juin, Bruno Le Maire a profité du grand oral des partis politiques organisé par le Medef pour répéter que l'opération coûterait 50 milliards d'euros aux finances publiques. Un chiffre déjà évoqué en 2020 par la Commission d'enquête du Sénat, qui évaluait entre 45 et 50 milliards l'indemnité de résiliation par anticipation des concessions négociées avec trois entreprises du secteur privé, qui expirent entre 2031 et 2036. A ce tarif, le dossier des autoroutes a peu de chance, on l'espère, de figurer en

## L'opération séduction qui ne fait ni chaud ni froid aux patrons

« JE N'ENLÈVE RIEN à ce que j'ai dit » : après quatre heures à entendre les sérénades des porte-voix des partis en lice pour les législatives ce jeudi, le président du Medef Patrick Martin ne bouge pas d'un pouce. Il n'approuvera ni le RN, ni le bloc de gauche. Les autres participants jugent l'exercice utile, mais sans grande nouveauté. Pour les candidats, ce n'est pas faute d'avoir tenté le tout pour le tout afin de s'attirer les faveurs d'un patronat aussi inquiet qu'hostile.

Leur première bête noire est le Nouveau Front populaire (NFP), représenté par le député socialiste Boris Vallaud et l'insoumis Eric Coquerel, « un duo historiquement pas très ouvert sur l'économie », fait remarquer une figure patronale. Défendre une « relance keynésienne » basée sur une « politique de l'offre du travail » avec un chiffrage du programme prévu le lendemain n'a pas été chose facile. De timides applaudissements ont ouvert leur prise de parole. Elle s'est terminée de la même manière, avec quelques huées du public en plus.

Le candidat socialiste a pourtant assuré vouloir sortir « du dilemme appauvri : faut-il aimer ou détester l'entreprise ». « Nous avons besoin de vous », a-t-il lancé, soulignant son attachement au dialogue social. Un thème cher aux organisations patronales, qui a valu certaines tensions avec le gouvernement actuel. « Ni caporalisation, ni infantilisation des partenaires sociaux. Notre première action sera de vous réunir », leur promet le NFP.

**Perche.** Mais Boris Vallaud s'est aussi employé à distinguer les grandes entreprises des plus petites : « les petits patrons paient les impôts des grands groupes qui ne les paient pas ». Il a même tendu une perche à l'U2P : une refonte des règles de représentativité patronale, réclamée par l'organisation représentant les commerçants et artisans. Une tentative ratée de « fracturer » le camp patronal, selon Pa-



Patrick Martin, le président du Medef, ce jeudi, lors d'une audition des candidats aux législatives.

trick Martin : « La ficelle était un peu grosse ». Jean-Christophe Repon de l'U2P y voit, lui, un « mouvement de séduction ». Après s'être écharpé ces derniers mois, le corps patronal se montre uni.

La gauche a-t-elle vraiment cherché à convaincre les employeurs ? « Ils tapotaient sur leur téléphone quand ils étaient sur scène, c'était clownesque... », siffle un patron. « S'ils avaient voulu se montrer moins durs envers les entreprises, ils auraient envoyé Raphaël Glucksmann ou Valérie Rabault... », note une source citée plus haut, qui déplore un discours « très anti-business et pleinement assumé. Je ne pense pas qu'un chef d'entreprise, quelle qu'en soit la taille, puisse se faire amadouer de la sorte. En agissant ainsi, ils servent la soupe au RN et participent à leur quête de respectabilité ».

Le bloc concurrent a été - un peu - mieux accueilli. C'était plutôt mal parti. « Monsieur le Président Martin, merci pour votre invitation. Je vous remercie un peu moins pour les amabilités que vous avez eues à mon endroit », a entamé Jordan Bardella après la parution d'une interview dans *Le Figaro* la veille dans laquelle le patron des patrons souligne les dangers de son programme.

**« Talents d'acteurs ».** Un peu plus tôt, son équipe avait passé un coup de fil au Medef : Eric Ciotti l'accompagnera. Sur scène, l'un tutoie l'autre. « Mariage surprenant », lâche un participant. L'ancien président des Républicains a eu beau se revendiquer « libéral », le binôme a eu du mal à convaincre, tant sur le fond que sur la forme.

Très attendu sur le dossier de la réforme des retraites, Jordan Bardella est resté ambigu malgré plusieurs relances. « Il a dit sans vouloir le dire qu'il ne toucherait à rien », résume François Asselin, président de la CPME, quand Audrey Louail, à la tête de CroissancePlus, est « restée sur sa faim ». « Sur l'Europe, on sent de très grosses divergences », remarque Michel Picon, président de l'U2P.

A défaut d'avoir pu éviter les « discours démagogiques » sur le fond, un patron rapporte son analyse sur la forme. « Je fais du théâtre d'impro, et j'ai trouvé que Jordan Bardella et Eric Ciotti avaient des talents d'acteurs incroyables ! », lâche-t-il d'un air amusé. Avant d'ajouter : « Mais ils ne m'inspirent pas du tout confiance ».

Coincés entre ces deux blocs qui prennent de la place, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, Bruno Retailleau des Républicains et Edouard Philippe d'Horizons ont eu davantage de succès à l'applaudimètre. L'ancien Premier ministre veut un nouveau départ. Actant qu'Emmanuel Macron « a mis un terme à la majorité présidentielle », il déclare vouloir « construire une nouvelle majorité parlementaire, beaucoup plus ouverte politiquement », allant de la droite conservatrice jusqu'à la gauche social-démocrate.

Son ancien allié Bruno Le Maire a, lui, défendu son bilan et promis la stabilité fiscale. « Ne cédez pas aux sirènes du RN, on est peut-être moins glamour, mais plus efficaces », a-t-il lancé. Il a immédiatement été applaudi. S'il a confié se sentir jouer « un match à domicile » ce matin, le plaisir aura été de courte durée. Prié de conclure, il répond : « je préfère qu'il n'y ait pas de conclusion ».

Sarah Spitz  
@sarah\_spitz



Le discours sur les efforts de l'Etat en faveur du pouvoir d'achat est difficilement entendable pour beaucoup de Français, après une très forte augmentation des prix.



Une circonscription confortable en 2022 devient indécise ; une autre, difficile à appréhender, devient illisible. Reportage

# Ces candidats macronistes qui regardent la vague RN grossir

## Terrain

Un sondage Ifop pour LCI, *Le Figaro*, Sud Radio confirme l'avance que compte le RN (34%) sur l'union de la gauche (29%) et la majorité présidentielle (22%). **Le premier tour des législatives a lieu le 30 juin, le second le 7 juillet.**

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck (en Haute-Savoie et en Saône-et-Loire)

LES VIGNES DÉVALENT les collines et embrassent les villages de vieilles pierres dont émergent de-ci de-là un clocher. Il paraît que par temps clair, on peut apercevoir le Mont-Blanc. A la sortie de la gare TGV du Creusot, l'immense entrepôt Lidl est moins joli mais soutient la santé économique du territoire. Il aura bientôt un nouveau voisin, une entreprise spécialisée dans la construction de mini-réacteurs nucléaires. La zone d'activités fait le plein, bien quadrillée par les axes de transport. La gare TGV met Paris à 1h20, la N80 le charmant centre piéton de Chalon-sur-Saône à trente minutes de voiture. « Ici, on a tout sauf la mer », sourit le député Renaissance, Louis Margueritte.

Dans ce coin de Saône-et-Loire, le 9 juin, le Rassemblement national a recueilli 37% des voix. Pourquoi ? Personne n'en sait rien. A Chagny, 5 500 habitants, la mairie a installé 47 caméras de surveillance. « Les gens en voudraient cent », s'étonne un conseiller municipal. Le maire de Germagny aimerait qu'on n'oublie pas que de nombreux agriculteurs comme lui vivent correctement de leur métier. Où est la colère à part dans les urnes ?

N'allez pas chercher davantage d'explications en Haute-Savoie. Dans les rues colorées d'Annecy, aux mains des écologistes depuis les dernières municipales, règne presque toute l'année un parfum d'été. « Terre de modération et de résistance », selon les mots de son député sortant Antoine Armand, la ville et ses villages montagneux ont pourtant connu une hausse de la participation plaçant Jordan Bardella en tête. Ici, « les gens vont bien, mais ça ne les empêche pas d'être en colère », constate Antoine Armand.

Le vote du scrutin européen est difficile à décrypter. Après avoir réélu Emmanuel Macron à plus de 70% il y a deux ans, des électeurs sont passés du chef de l'Etat au Rassemblement national sans étape intermédiaire. La flambée des prix du logement et de l'essence, un ras-le-bol de l'Europe, un sentiment d'insécurité, sont autant

## La progression continue du RN, la diversification de son électorat et sa présence invisible dans des départements qui se portent bien changent l'échelle du danger

de facteurs possibles. « Dans nos villages, les gens regardent beaucoup CNews », observe aussi le maire d'Alby. Alby-sur-Chéran, commune autrefois ancrée à gauche, 2 500 habitants et 35,8% de votes pour le RN. « J'ai du mal à comprendre », confie l'édile sans étiquette.

**A l'aveuglette.** Avant les dernières européennes, la 5<sup>e</sup> circonscription de Saône-et-Loire était déjà un modèle d'imprévisibilité, tour à tour de droite, de gauche puis macroniste depuis 2017. En 2022, Louis Margueritte l'avait emporté en duel face à un insoumis. Quatre candidats auraient pu accéder au second tour. Avec 19%, l'extrême droite avait réalisé son meilleur score pour des législatives. Deux ans plus tard, le schéma se répète avec une inconnue plus forte encore. Jusqu'où ira le parti de Jordan Bardella ?

Louis Margueritte reconnaît avancer à l'aveuglette. Sur le papier, il est le favori de tous les duels potentiels de second tour. Encore faut-il y accéder. La gauche, représentée par Fatima Kouriche, est bien implantée de l'autre côté de la circonscription, à Montceau-les-Mines. Le maire LR Gilles Platret et Louis Margueritte se disputent Chalon. Sur le marché de la ville mercredi matin, aucune trace d'Arnaud Sanvert, son adversaire RN. Aucun habitant ne fait référence à lui, même quand il s'agit de critiquer le bilan d'Emmanuel Macron. En 2022, Arnaud Sanvert a fini à moins de cinq points de Louis Margueritte sans que ce dernier ne le voie venir.



Louis Margueritte (à gauche), député de la 5<sup>e</sup> circonscription de Saône-et-Loire, et Antoine Armand, député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Haute-Savoie.

L'ex-conseiller de Bruno Le Maire devenu député de Saône-et-Loire tente une explication : « Les classes moyennes font tout. On leur dit de se vacciner contre la Covid, elles se vaccinent. On leur dit d'acheter une voiture propre, elles le font. Elles paient des impôts. Et pourtant, elles ont l'impression de vivre moins bien que leurs parents et que ce sera le cas toute leur vie. »

Comment contrer un adversaire qu'on ne voit pas ? Chaque jour depuis la dissolution, Antoine Armand parcourt sa circonscription. Lui non plus n'y a jamais croisé son concurrent du RN. A ceux dont il sait les penchants pour l'extrême droite, il montre cet extrait du journal télévisé local dans lequel le candidat a pour principal argument d'être de la même « génération » que Jordan Bardella. La vidéo amuse au détriment du candidat RN mais peut-elle lui faire perdre des voix ? Aucun moyen de le savoir.

**Plan local.** Le RN est partout et nulle part à la fois. Le visage d'Antoine Armand, élu depuis seulement deux ans, devient doucement familier. A son contact, ni hostilité, ni agressivité. Mais un échange au déroulé constant : une prise de distance avec Emmanuel Macron - « c'est un sacré bazar dans lequel il nous a mis ! », un appel à « ne pas les laisser faire » le 30 juin et une invitation à la mobilisation. « Il ». « Les ». Impossible de dire si lui et son interlocuteur parlent de la même chose. « Nommer les partis, c'est prendre le risque de braquer les électeurs en dix secondes », soutient Antoine Armand. Mieux vaut brouiller les pistes, écouter les demandes et espérer que cela payera.

La progression continue du RN, la diversification de son électorat - aussi riche que pauvre, aussi jeune que vieux - et sa présence invisible dans des départements qui se portent bien changent l'échelle du danger. Une circonscription confortable pour un macroniste en 2022 devient un point de préoccupation ; une circonscription difficile à appréhender devient illisible.

Les candidats de la majorité sortante cherchent à limiter la part d'imprévu comme ils peuvent. Une des solutions consiste à contenir l'élection dans son cadre local autant que possible. Sur le tract distribué par Louis Margueritte ne figure pas le projet présidentiel mais des réalisations proches de ses électeurs, à l'inverse du LR Gilles Platret qui a fait le choix de coller au programme du RN : fin du droit du sol, interdiction du port du voile dans l'espace public, rétablissement des peines planchers.

Antoine Armand, lui, s'est assuré du soutien informel de la majorité des maires de sa circonscription. La fédération LR ne lui a pas investi de concurrent, mais le parti de David Lisnard, « Nouvelle Energie », s'en est chargé. Quant à ses autres adversaires, le député sortant veut les décrédibiliser sur le plan local. Accuser le candidat écologiste, adjoint à la mairie d'Annecy, d'avoir saccagé la ville. Reprocher à celui du RN d'être un « parachuté » venu d'un autre coin de la région. Et faire valoir son action pour la Haute-Savoie. Avec ce message permanent : « Pour continuer ce que j'ai entamé, il faut me laisser revenir. »

@DinahCohen X  
@mdeprieck X

# Le directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité, Pascal Brice, déplore la banalisation des « mots de l'extrême droite »

## « Demeurer sourd aux peurs, c'est courir à la catastrophe »

## «Immigrationniste»

Le programme du Nouveau Front populaire promet une abrogation de la loi asile et immigration, la régularisation des travailleurs sans-papiers et, surtout, la création de voies légales et sécurisées d'immigration. **Des mesures jugées « totalement immigrationnistes » par Emmanuel Macron.**

### Interview Antoine Oberdorff

Le président de la République a parlé au sujet du programme du Nouveau Front populaire d'un agenda « totalement immigrationniste ». Que vous inspire cette expression désormais structurante dans cette campagne législative ?

Alors que le moment est enfin venu pour tous les républicains d'enclencher le recul de l'extrême droite, on ne peut pas en utiliser les mots qui charrient de longue date des fantasmes et de la violence contre les personnes. On voit depuis des mois s'installer cette confusion entre une nécessaire lucidité sur ce qui travaille une société fragilisée, y compris sur l'immigration, et cette manière de donner par les mots et les actes raison à des fantasmes et à des instrumentalisation délétères.

Je vois l'angoisse qui étreint à la veille de ces élections décisives les personnes en situation de pauvreté, les associations, les travailleurs sociaux, les bénévoles qui savent pertinemment ce qui leur tomberait dessus si l'extrême droite arrivait au pouvoir. Le logiciel du RN est forgé sur le concept de préférence nationale. Un gouvernement d'extrême droite, c'est le permis d'humilier dans les bistrot, au guichet des préfectures, dans la rue, partout et pas seulement les étrangers.

Mais comment faire semblant d'ignorer que l'immigration arrive en tête des préoccupations des Français (43%, selon la dernière enquête Ipsos), juste derrière le pouvoir d'achat ?

La confusion sur l'accueil des étrangers s'amplifie depuis plusieurs mois avec ces confrontations destructrices entre une forme de déni quant aux difficultés réelles qui travaillent la société et une vision de la société où l'amélioration de la situation des classes moyennes et populaires passerait par l'humiliation des plus faibles.

La mixité des origines bouscule le corps social, comment l'ignorer ? Si vous tournez le dos à la parole des personnes immigrées et des demandeurs d'asile, vous tombez dans l'inhumanité. Mais si vous demeurez sourds aux peurs d'une société d'accueil, vous courez à la catastrophe. Il faut partir de la dignité des personnes pour établir un ordre juste. J'en appelle à sortir d'urgence de ces instrumentalisation croisées de l'immigration pour faire preuve d'une lucidité indispensable.

La clarification attendue n'a pas été possible au moment du projet de loi immigration. Pourquoi le serait-ce davantage à présent dans une campagne législative où prédomine la mauvaise foi et l'outrance des arguments ?

Il y a eu un terrible rendez-vous manqué au moment du projet de loi immigration. Tout le monde ou presque s'y est mis. Déjà au moment du débat parlementaire, il y a eu un déchaînement de mots qui nous a conduits tout droit vers l'abîme. Durant toute cette séquence, je n'ai cessé de défendre une approche de la politique migratoire qui soit à la fois maîtrisée et organisée ; la seule de nature à répondre aux inquiétudes et aux besoins de respiration de l'économie française. Cela passait et passe toujours par des mesures de régularisation de droit commun dans des secteurs d'activité où il y a des besoins.

C'est la seule manière d'avancer pour la dignité des personnes, tout en dépassionnant les débats. Dans tous les pays de l'OCDE, la migration de travail augmente parce que la démographie et les besoins de l'économie se font sentir.

@A.Oberdorff X



### AVIS PUBLIC DESTINÉ À L'UE

Nous sommes très heureux de vous informer que TATA SIA Airlines Limited (opérant sous la marque "Vistara") fera bientôt partie de la plus grande compagnie aérienne du groupe TATA, Air India Limited (opérant sous la marque "Air India") - vous offrant ainsi l'accès à un réseau mondial plus vaste, connecté par une flotte plus importante.

Cette fusion représente un alignement stratégique des ressources, de l'expertise et des capacités visant à améliorer notre capacité, à offrir une valeur et un service exceptionnels, à nos clients du monde entier.

Dans le cadre de cette fusion, il y aura un transfert de données personnelles conformément aux réglementations applicables en matière de protection des données.

#### Caractéristiques principales du transfert de données:

**Conformité avec les réglementations en matière de protection des données:** Le transfert des données personnelles sera effectué en conformité avec les dispositions de la réglementation générale de l'UE, relative à la protection des données (GDPR) et d'autres lois pertinentes en matière de protection des données.

**Sécurité des données et confidentialité:** TATA SIA Airlines s'engage à assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles, tout au long du processus de la fusion et au-delà.

**Transparence et responsabilité:** Nous nous engageons à maintenir la transparence et la responsabilité tout au long du processus de transfert des données, et nous continuerons à tenir nos clients informés de tout changement ou mise à jour.

Pour plus d'informations concernant le processus de transfert des données ou pour exercer vos droits conformément aux lois relatives à la protection des données, veuillez nous contacter

- (i) Délégué à la protection des données (a) Email: DPO@airvistara.com (b) Adresse postale: Intellion Edge, Tower A, 9th & 10th Floor, South Peripheral Road, Sector - 72, Gurugram, Haryana-122101, Inde;
- (ii) Représentant de l'UE a) Email: art-27-rep-tata@rickert.law; b) Adresse postale : Rickert Rechtsanwaltsgesellschaft mbH - TATA SIA Airlines Limited Colmantstraße 15 53115 Bonn Allemagne

Au cours de ce voyage passionnant, nous apprécions le soutien continu de nos clients, de nos agents et de nos partenaires.

TATA SIA Airlines Limited



# Sur le terrain, la prise de distance vis-à-vis du chef de l'Etat se mue parfois en opposition au sein de son propre camp, pour ne pas se mettre à dos l'électorat

## Législatives: ces candidats de la majorité qui éreintent Emmanuel Macron

### Volte-face

Le sondage Ifop pour *Le Figaro*, publié jeudi, place le Rassemblement national en tête des intentions de vote pour les législatives (34%), devant le Nouveau Front populaire (29%) et la majorité présidentielle (22%).

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck

DE « MALGRÉ » À « CONTRE ». La campagne des législatives est devenue une affaire de préposition. Les candidats de la majorité sortante passent au fil des jours d'une campagne malgré Emmanuel Macron à une campagne contre le président de la République.

Le premier mouvement d'émancipation a été encouragé par les récentes déclarations du Premier ministre, qui enchaîne à un rythme industriel les déplacements de soutien – deux par jour. Mercredi soir, sur le plateau du 20 heures de TF1, il a clairement affirmé son envie de rester à Matignon en cas de victoire de la majorité sortante les 30 juin et 7 juillet. « Pour la première fois depuis plus de 25 ans, les Français vont choisir leur Premier ministre. Le Premier ministre qui en sortira (vainqueur) aura une légitimité forte. J'aimerais que les Français me choisissent », a déclaré l'actuel titulaire du poste.

Voilà la constitution de la V<sup>e</sup> République amendée. Certes, le Président nomme le Premier ministre mais, en 2024, ce sont les Français qui désignent ce dernier dans les urnes. Ne votez pas pour Emmanuel Macron, votez pour Gabriel Attal.

**Grenade.** En pratique, ça donne ça. D'abord, on désamorce la première grenade qui empêche le dialogue. Vous ne comprenez pas l'intérêt de la dissolution? Nous non plus. Parce qu'un député est comme tous les Français, il a appris par surprise la décision du chef de l'Etat, un dimanche soir, à 21 heures. Une collaboratrice parlementaire qui se retrouve au chômage résume la drôle de situation : « On a été licencié par le président de la République. » Une conseillère ministérielle refusait encore mardi de répondre aux appels des journalistes de peur d'être trop crue à l'égard d'Emmanuel Macron.

« Il faut dire les choses : la dissolution a été un geste politique décidé seul, dont les conséquences ne pouvaient pas être mesurables et étaient sans doute dangereuses », soutient ainsi Antoine Armand à ses électeurs de Haute-Savoie. « Il faut dire à notre électorat que c'était une mauvaise idée pour montrer qu'on perçoit la même réalité », décrypte un autre prétendant à sa réélection.

Ensuite, on rassure. Un ministre candidat, pourtant sur une ligne loyale à l'égard de l'Elysée, note que les regards à son endroit se font plus noirs dès qu'il s'éloigne de quelques kilomètres de son fief électoral et qu'il cesse d'être l' élu du coin pour redevenir le soutien du chef de l'Etat. L'urgence est de remettre de la clarification dans ce que le président a lui-même mis en désordre. Effacer Emmanuel Macron de l'équation et dissocier au maximum l'image nationale de la figure locale du candidat.

« Il faut porter un message de vérité et d'apaisement », défend un stratège du parti Renaissance. Dans tous les scénarios, le centre



Mercredi soir, sur le plateau du 20 heures de TF1, Gabriel Attal a clairement affirmé son envie de rester à Matignon en cas de victoire de la majorité sortante.

du pouvoir passe de l'exécutif à un Parlement qui s'annonce imprévisible. Voter pour la majorité présidentielle ne revient donc pas à voter Macron. Les Français doivent dire ce qu'ils veulent pour l'assemblée, pas dire ce qu'Emmanuel Macron doit faire ou lui apporter leur soutien. »

Ce stratège voudrait que le président lui-même porte ce message. S'il veut parler, qu'il s'exprime. Mais qu'il insiste sur la « dimension sacrificielle » de son geste : par cette dissolution je me mets en difficultés, c'est bien que cette élection ne se centre pas sur ma personne.

Le second mouvement, d'opposition cette fois-ci, a été instillé par le chef de l'Etat lui-même. Emmanuel Macron n'aide pas ses troupes. Ses récents propos quant au changement de sexe en mairie, proposé par le Nouveau Front populaire, ont fortement agacé.

**Crash.** A mesure que les parlementaires écumant des territoires déjà gagnés il y a deux ans, la prise de distance se mue en confrontation. « Il ne sait pas reconnaître qu'il s'est trompé », critique un macroniste qui veut montrer aux Français que lui, à l'inverse, sait se remettre en question. « C'est quand même quelqu'un qui a blessé énormément de gens », relate l'un de ses collègues.

Emmanuel Macron est conscient de ce lien brisé avec les députés de sa majorité. Depuis le début de la semaine, il a appelé plusieurs dizaines de parlementaires de façon méthodique, assure son entourage. « En deux semaines, il a perdu deux ans d'influence politique », résume un conseiller macroniste, qui voit, comme tout le monde, l'étoile présidentielle pâlir.

Un ministre encore en poste utilise la métaphore du crash. « Les députés qui l'ont vécu se rappelleront que c'est le pilote qui a décidé de précipiter l'avion sur la montagne parce qu'il s'est dit que ça allait être un super jeu. » Lui tente déjà de se projeter dans l'après. Si le pays est ingouvernable, faute de majorité absolue d'un camp ou d'un autre, la pression pour que le président démissionne sera totale, prédit-il. « Et dans la majorité, personne ne sera là pour le défendre. »

@DinahCohen  
@mdeprieck

## Tribune

### « IA générative: une question d'impact »



Par Yves Nicolas, directeur du programme IA et directeur technique adjoint du groupe Sopra Steria

Nous devons repenser notre approche du progrès en recentrant l'innovation technologique autour de solutions qui servent l'intérêt général et participent à la construction d'un futur plus durable et inclusif. Cela signifie opérer une distinction entre une IA de complaisance et une IA d'impact ; entre des solutions propulsées à l'IA qui ne servent qu'à divertir ou consommer, et celles qui permettent d'impacter positivement notre monde et notre quotidien. Aujourd'hui les IA, génératives ou non, sont capables d'aider un foyer à faire des économies d'énergie, à choisir des produits plus écologiques lors de ses achats, ou même d'adopter une alimentation plus respectueuse de l'environnement.

Et pour qu'une IA ait un impact positif, il y a du travail. Rappelons ce dont trop peu de personnes ont conscience - les IA ne sont

**« Dans une étude Ipsos, 58 % des personnes interrogées estiment que l'IA a un rôle important à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique. Plus de six personnes sur dix se disent prêtes à intégrer des outils propulsés à l'IA dans leur quotidien pour mieux contrôler leur impact sur l'environnement »**

pas immatérielles ! Derrière un Gemini, il y a des équipements qui demandent beaucoup de matériaux précieux, rares, et polluants à produire. L'entraînement d'un modèle LLM consomme autant d'énergie que plusieurs centaines de foyers français. Une requête sur ChatGPT utilise environ 1/2 litre d'eau.

**Nouveau paradigme.** Les projections actuelles correspondent en 2027 à la consommation annuelle de la Belgique pour l'électricité et celle de la France pour l'eau. Ces chiffres alarmants nous imposent de ne pas évaluer l'intérêt d'une IA sous le seul angle financier, mais de prendre également en compte son impact social et environnemental.

La bonne nouvelle, c'est que le terrain est propice à l'instauration de ce nouveau paradigme. 58% des personnes interrogées dans le cadre d'une étude Ipsos conduite pour Sopra Steria estiment que l'intelligence artificielle a un rôle important à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique. Par ailleurs, plus de six personnes sur dix se disent prêtes à intégrer des outils propulsés à l'IA dans leur quotidien pour mieux contrôler leur impact sur l'environnement. Des enseignements structurants qui confirment la nécessité de faire évoluer le processus d'idéation et surtout d'évaluation des solutions numériques.

Alors que de plus en plus d'organisations et de personnes font entrer des critères extra-financiers dans l'évaluation de leurs performances, et que la population française est clairement prête à accueillir des IA à impact environnemental et social positif, il est de notre devoir de penser de nouveaux outils pour pouvoir évaluer le rapport coût/bénéfice d'une IA en termes d'impact.

Nous devons compléter la vision purement financière des critères de retour sur investissement pour pouvoir lui adjoindre de façon systématique un ROI (« return on investment ») d'impact. Et c'est notre responsabilité ; à nous, entreprises de la tech ; à nous, utilisateurs et utilisatrices d'IA ; et à nous, citoyennes et citoyens de limiter notre utilisation de l'IA aux seuls projets dont le ROI d'impact est positif.

En 2025, il sera possible de plonger dans le fleuve, à Paris. De quoi inquiéter les gestionnaires de bateaux-mouches et de péniches

## La baignade dans la Seine alarme les professionnels de la navigation fluviale

### Remous

Le bassin de rétention d'Austerlitz, construit en plein Paris pour stocker les eaux pluviales et éviter une pollution de la Seine, a fonctionné pour la première fois mardi, a expliqué Pierre Rabadan, adjoint à la maire en charge du sport. **Le bassin a reçu 40 millions de litres et « a évité tous les déversements dans Paris ».**

Jon Elizalde

L'IMPACT DES JEUX sur la vie des Franciliens se fera sentir bien après la cérémonie de clôture des paralympiques, le 8 septembre. C'est tout le sens du désormais fameux concept d'« héritage » attaché au dossier des JO de Paris depuis ses prémices. Parmi ses conséquences, la possibilité de se baigner la Seine n'est pas des moindres. Un serpent de mer puisque Jacques Chirac la promettait dès 1988.

Cette fois, ce devrait être la bonne : le « plan baignade » - 1,4 milliard d'investissement public - devrait permettre une amélioration de la qualité de l'eau de la Seine pour que s'y déroulent les épreuves olympiques du triathlon et de natation marathon.

Puis, dès l'été 2025, le grand public pourra à son tour y faire trempette, ainsi que dans la Marne, en banlieue Est. A Paris, trois sites ont été choisis : le Bras Marie, le Bras de Grenelle et Bercy.

Une révolution qui pose problème car la Seine est déjà occupée : la navigation fluviale sous toutes ses formes représente une activité économique « excessivement importante », comme l'explique Marie-Pierre Landowski, présidente d'Esprit Seine, qui gère plusieurs bateaux de tourisme et d'événementiel. « Paris est le premier port à passagers au monde, le second port européen en fret en eaux fermées », détaille l'armatrice.

Une activité d'autant plus importante que « la navigation fluviale est inscrite dans les gènes de la ville. D'ailleurs, elle apparaît même sur son blason », fait remarquer Olivier Jamey, président de la Communauté portuaire de Paris.

**Courant.** Un site en particulier nourrit l'inquiétude : le Bras Marie, situé entre l'île Saint-Louis et la rive Nord. De part et d'autre de l'île, comme de celle de la Cité, les bateaux circulent en sens unique : au Sud en direction de Bercy, au Nord vers l'Ouest. A cela s'ajoute, pour les plus grosses embarcations dédiées au fret, une voie centrale, entre les deux îles, où s'applique l'« alternat » : 30 minutes dans un sens puis 30 minutes dans l'autre. Problème : si la partie Nord est réservée aux baigneurs et fermée à la navigation, tous les bateaux, même de croisière, devront passer par la voie centrale et subir l'alternat.

Pour ne rien arranger, la période estivale, pendant laquelle la baignade sera autorisée,

est celle où le trafic fluvial est le plus important avec environ 400 bateaux par jour sur le fleuve. S'il s'agit de la haute saison touristique, c'est aussi de la période des moissons. Or, la Seine est un axe majeur de transport de céréales.

Bref, ça va bouchonner. Directrice générale de Vedettes de Paris, Marie Bozzoni craint « une multiplication des accidents » mais aussi de la nervosité, « des énervements ». Car, « les bateaux de fret ont des timings à respecter », rappelle Marie-Pierre Landowski, qui y voit d'autres conséquences économiques : « Les bateaux-mouches ont une rotation d'environ une heure. S'ils sont coincés une demi-heure à cause de l'alternat, cela va diminuer de moitié le nombre de tours. »

Et ce n'est pas tout. « On craint surtout l'humain, ajoute Marie Bozzoni. Si des nageurs décident de se baigner en dehors des horaires autorisés ou au-delà des limites... Il peut y avoir des accidents. Pour se baigner dans un fleuve, il faut être un bon nageur ! Le courant peut être fort. » Marie-Pierre Landowski prévient : « Avec un bateau, on ne peut pas, comme avec une voiture, freiner et s'arrêter d'un coup. »

La profession est « unie et très énervée sur le sujet », affirment les concernés. « On veut faire cohabiter une activité économique avec un espace de loisirs, soupire Marie-Pierre Landowski. Ça n'a pas de sens... »

@Jon\_Elizalde



Tout juste élu, le nouveau président de l'Association des industries agroalimentaires, Jean-François Loiseau, détaille sa feuille de route en exclusivité pour l'Opinion

# « Restaurer la compétitivité des industries agroalimentaires, c'est la mère des batailles »

## Entreprises

Jean-François Loiseau dirige le syndicat de la meunerie française. C'est à ce titre qu'il a été élu, jeudi 20 juin, à la tête de l'Ania, l'Association nationale des industries agroalimentaires, dont la meunerie est membre. **L'Ania a pour mission la défense et la promotion des industries de transformation alimentaire.** Elle rassemble 32 syndicats métiers et 17 associations régionales, soit des milliers d'entreprises, dans un secteur qui en compte, au total, 20 000. Jean-François remplace Jean-Philippe André, président d'Haribo en France, qui arrivait au terme de son mandat.

### Interview Emmanuelle Ducros

LE NOUVEAU PRÉSIDENT de l'Ania est également agriculteur près de Vendôme (Loir-et-Cher), président de la coopérative céréalière Axereal et de l'interprofession Intercéréales.

**Vous arrivez à la tête de l'Ania, alors que l'institution est en crise, avec le départ coup sur coup de deux fédérations importantes, celles du lait et de la bière. Nombre de membres s'interrogent sur les missions de l'organisation. Quel diagnostic dressez-vous ?**

Je ne me suis pas porté candidat à la présidence de l'Ania par défaut ou par accident. J'en suis administrateur depuis six ans. J'ai pu observer que, malgré les qualités et les compétences qu'elle recèle, l'institution dysfonctionne. Je l'ai connue comme un carrefour incontournable des sujets agroalimentaires. Mais, aujourd'hui, les syndicats qui la composent s'épuisent, ne se font plus entendre. Il y a un manque d'écoute des uns et des autres, des incompréhensions, et finalement, le sens de l'intérêt commun s'est perdu. Les sujets importants pour nous tous ne sont plus portés dans le débat public. Il y a un trou béant entre la production agricole et la distribution. Les grandes enseignes sont organisées, nous sommes éparpillés. Je veux rassembler les industries agroalimentaires sur leurs sujets communs et faire entendre leur voix efficacement. Je crois à l'efficacité du travail d'équipe, à celle du collectif.



« Il n'est pas normal que la notion de processus industriel agroalimentaire soit un sujet utilisé pour faire peur », déplore Jean-François Loiseau.

**Il y a eu des dissensions au sein de l'Ania entre les coopératives, les industries de première et de deuxième transformation, les PME, les grands groupes... Est-il possible de les aplanir ?**

Je le crois. J'ai un parcours agricole, je suis fier de mes racines coopératives... Cela ne m'empêche pas de penser que les divers statuts des entreprises agroalimentaires ne sont pas le sujet de l'Ania ! Qu'un biscuit soit issu du monde coopératif, d'une PME ou d'un grand industriel, on s'en fiche ! Ce qu'on veut, c'est qu'il soit compétitif en France, qu'il bénéficie des mêmes règles qu'ailleurs en Europe, qu'il soit issu d'une filière qui va économiquement bien, qu'elle puisse engager sa transition environnementale. Les sujets d'intérêt général doivent transcender les bisbilles internes. L'Ania doit régler ses problèmes internes rapidement pour parler d'une seule voix à l'extérieur. C'est comme cela que nous serons crédibles.

**Quels sujets fédérateurs pour redonner de la vigueur à l'Ania ?**

D'abord, je veux redorer l'image des industries alimentaires. C'est la première activité économique de France : 463 000 emplois, plus de 210 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Il faut rappeler inlassablement que c'est grâce aux industries agroalimentaires et à leurs processus maîtrisés que l'alimentation est saine, sûre et de très bonne qualité en France.

Il n'est pas normal que la notion de processus industriel agroalimentaire soit un sujet utilisé pour faire peur. Il s'agit avant tout de valorisation et de sécurisation des matières premières agricoles. Au-delà de cette promo-

tion de nos industries et de nos métiers, il y a un important volet économique. Ma priorité est la compétitivité de nos entreprises. C'est l'enjeu majeur. Je serai également mobilisé sur les relations commerciales, le rayonnement international et la durabilité.

**Le déficit de compétitivité des entreprises agroalimentaires est, selon vous, criant.**

C'est le sujet central et, pourtant, on n'en parle pas en France. Je veux remettre sur la table la notion de compétitivité de la filière agroalimentaire, de la matière première agricole à la transformation. Cela incombe aux entreprises. Elles doivent se moderniser, travailler sur tous les éléments de la performance économique. Elles ne peuvent pas aborder les négociations commerciales sereinement quand elles souffrent d'un tel déficit de compétitivité. Mais elles ne peuvent pas l'améliorer seules, en l'état actuel des choses. Le manque de compétitivité incombe, aussi, à l'Etat. Il en est coresponsable. Nous subis-

sons, comme l'agriculture, l'imagination débordante de l'administration qui surcharge de normes. Les pouvoirs publics doivent prendre conscience que le niveau des charges sociales, l'appétit pour les impôts de production, sont pénalisants à plusieurs niveaux. Ils maintiennent les salaires sous pression, et, avec eux, le pouvoir d'achat des Français. Ils écornent la capacité d'investir dans les transitions environnementales et la décarbonation, dans l'innovation. Ils nous handicapent à l'international. Retrouver de la compétitivité, c'est la mère des batailles.

**La France est marquée par une autre spécificité : l'organisation des relations commerciales entre la grande distribution et ses fournisseurs et les grandes tensions qui en découlent. On l'a vu en période d'inflation. Est-il possible d'apaiser la chaîne alimentaire ?**

Effectivement, ce système d'encadrement est exclusivement français. Il n'a cessé de se

renforcer au fil du temps, depuis la loi Galland (1996), en passant par la LME (2009), qui a déclenché la grande glissade de la déflation alimentaire et accentué la domination de la grande et moyenne surface. Il s'est poursuivi avec les diverses moutures des lois Egalim, dont la quatrième version était en préparation. Malgré cela, il n'a toujours pas trouvé d'équilibre. Il y a 450 000 agriculteurs en France pour cinq centrales d'achat de la grande distribution, à l'échelle française et parfois européenne pour contourner les règles. Et un peu moins de 20 000 entreprises de l'agroalimentaire au milieu, dont on a vu à quel point elles souffrent d'une compétitivité entravée. Les pouvoirs publics n'ont pas compris, encore, que le sujet du pouvoir d'achat des ménages ne peut pas être traité par les négociations commerciales. L'apaisement, la fluidité, les prix justes pour tous, ça passe par un relâchement de la pression normative et fiscale.

@emma\_ducros X

CE SOIR À 21H

**PAYS-BAS VS FRANCE**

• EN DIRECT DU GRENOBLE FOOT 38  
LÀ OÙ TOUT A COMMENCÉ POUR OLIVIER GIROUD...

15H - 18H	INTÉGRALE EURO
18H - 20H	ROTHEN S'ENFLAMME
20H - 23H	INTÉGRALE EURO
23H - 00H30	AFTER FOOT
00H30 - 1H30	AFTER LIBRE ANTENNE

INFO TALK SPORT

Écouter RMC

RADIO OFFICIELLE



# Le cercle des initiés

## L'arbre Nvidia qui cache la forêt

La chronique de Alexandre Garabedian

**GOLDEN GOOSE PRIVÉ DE POULE AUX ŒUFS D'OR BOURSIÈRE**  
On l'attendait comme l'une des cotations de l'année en Europe. La marque italienne de sneakers chic, Golden Goose, avait tout pour réussir son entrée à la Bourse de Milan : une ambassadrice de luxe, Taylor Swift, un investisseur prêt à prendre un ticket de 100 millions d'euros, Invesco, dix banques chargées de placer l'offre, et une croissance annuelle à deux chiffres. Lorsqu'on réussit la prouesse de vendre à 500 euros pièce des paires de baskets neuves qui ont l'air sales et usées, tous les espoirs sont permis.

C'était sans compter sur le génie jupitérien de la dissolution. Le risque politique français a torpillé par effet de contagion les marchés actions en Italie. Le 19 juin, Golden Goose a annoncé le décalage sine die d'une opération qui devait la valoriser autour de 1,8 milliard d'euros, en invoquant le climat électoral en France.

L'argument est valable jusqu'à un certain point. Les marchés détestent l'incertitude, et ils sont bien servis depuis dix jours. Mais la volatilité d'une action tout juste introduite en Bourse dépend aussi de la qualité des investisseurs ayant souscrit au placement. Dans le cas de Golden Goose, une bonne part de la demande provenait de fonds d'arbitrage. Ces hedge funds pouvaient être tentés de céder

« **Porté par l'euphorie autour de l'intelligence artificielle, le concepteur de processeurs graphiques vient de détrôner Microsoft du premier rang des entreprises les mieux valorisées en Bourse** »

leurs titres dès la cotation afin d'empocher un gain rapide, quitte à provoquer une correction. Or, un plongeon dès la première séance laisse souvent un stigmate indélébile sur une valeur boursière.

Quant au vendeur, Permira, il n'a pas toujours laissé un souvenir impérissable aux professionnels des marchés actions. C'est lui qui avait coté à Londres, en mars 2021, un autre chausseur, Doc Martens, dont les débuts brillants ont vite été éclipsés par plusieurs avertissements sur résultats et une division par cinq du cours du titre. Les modes sont capricieuses, les marchés financiers aussi, mais ils ont de la mémoire. Permira et Golden Goose ont reporté leur projet plutôt que de risquer de tuer la poule aux œufs d'or.

**HAVAS PREND LE TRAIN DE L'IA AVANT SA COTATION**  
Cannes Lion, le salon international de la publicité, était l'écrin idéal pour dévoiler les nouvelles ambitions de Havas. L'agence va investir 400 millions en quatre ans dans la technologie et l'intelligence artificielle, au moment où elle se prépare à replonger dans le grand bain boursier. En janvier, Vivendi a annoncé son intention de se scinder en quatre entités pour réduire sa décote de holding, et de laisser le numéro six mondial de la publicité vivre seul sa vie en Bourse d'ici à 2025.

Le projet, qui suit son cours, survient alors que la révolution de l'IA générative tourneboule le secteur. Les grandes agences média pourront y gagner en efficacité et servir des clients plus petits à moindres frais. Elles encourent cependant le risque de se faire court-circuiter par des annonceurs ou par de nouveaux concurrents, et d'avoir à baisser leurs prix. Toutes cassent leur tirelire pour monter à temps dans le train de l'IA.

Havas n'a pas à rougir des montants consacrés à cette rupture technologique,

mais aborde celle-ci dans la peau du plus petit des gros acteurs de la publicité. Elle réalise un cinquième du chiffre d'affaires de Publicis, lequel se paie avec une prime de 23% sur la moyenne du secteur. Les analystes, qui valorisent autour de 3 milliards d'euros le futur pensionnaire de la cote, s'intéressent d'ailleurs moins aux performances de la filiale de Vivendi qu'à son caractère spéculatif, pour le jour où l'un de ses pairs voudra la croquer.

**LA « NVIDIA DÉPENDANCE »**  
Nvidia est élu par acclamation. Porté par l'euphorie autour de l'intelligence artificielle, le concepteur de processeurs graphiques vient de détrôner Microsoft du premier rang des entreprises les mieux valorisées en Bourse. Il avait déjà coiffé Apple en début du mois. Du haut de ses 3 333 milliards de dollars de capitalisation, le groupe ne semble jamais devoir connaître les vertiges qui saisissent pourtant un nombre croissant de valeurs boursières.

La concentration des indices actions a déjà fait couler beaucoup d'encre, mais elle s'accroît encore. Les dix premières valeurs aux Etats-Unis représentent désormais 35% de la capitalisation du S&P 500, du jamais-vu dans l'histoire. Pour le trio Nvidia, Microsoft et Apple, la proportion atteint un cinquième de l'indice phare de Wall Street, assez pour déformer la lecture que l'on peut avoir de ses performances.

Sur les quatre dernières semaines, jamais le marché boursier américain n'avait autant progressé alors qu'autant d'actions baissaient dans le même temps, soulignent les économistes de la banque Mirabaud. Un autre chiffre illustre la « Nvidia dépendance » : le géant des puces concourt à lui seul pour un tiers de la progression du S&P 500.

Le groupe piloté par Jensen Huang, qui profite des investissements massifs des Big Tech dans l'IA, vaut pourtant moins cher qu'il y a un an au regard de ses perspectives. L'action se paie sur un multiple de bénéfices moins élevé, la croissance exponentielle des profits ayant dépassé celle du cours. Tous ceux qui ont cru surfer sur la vague ne peuvent en dire autant. Cette année, plus de la moitié des entreprises cotées qui composaient le panier des vainqueurs de l'IA, élaboré par les analystes de Citigroup, affichent des baisses.

**APPLE FAIT « POMME Z » DANS LE CRÉDIT**  
A peine ouvert, déjà refermé. Apple n'aura mis qu'un an à appuyer sur les touches « pomme Z » de son Mac pour effacer le chapitre du paiement fractionné aux Etats-Unis. Mastodonte du paiement, le groupe avait ajouté à sa palette, au printemps 2023, une offre qui permettait à ses utilisateurs de régler leurs achats chez des commerçants en quatre fois.

Pour la première fois, il accordait des crédits à court terme au travers d'une filiale de financement dédiée et sous sa marque propre, tout en s'appuyant sur les compétences de Goldman Sachs et MasterCard. Une initiative domestique, mais que tous les acteurs du « buy now pay later » en Europe, tel le suédois Klarna, surveillaient comme le lait sur le feu vu la puissance du nouvel arrivant.

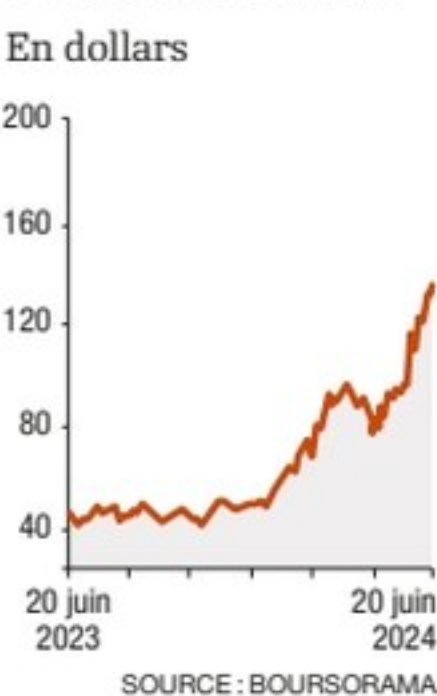
La firme à la pomme arrête les frais et proposera dorénavant les offres de paiement fractionné de partenaires triés sur le volet, dans sa plateforme Apple Pay. Preuve qu'elle croit encore au service, dopé par le commerce en ligne, mais se sent incapable de le fournir elle-même. Cette reculade illustre une fois encore la prudence des géants de la Silicon Valley vis-à-vis des services financiers.

Les Apple et Google, qui faisaient figure d'épouvantail en raison de leur avance technologique et de leur capacité à aspirer des données personnelles, ne se sont finalement guère aventurés dans la banque et la finance, préférant s'arrêter aux transferts d'argent. Simple en apparence, le paiement en plusieurs fois traduit toute la complexité d'une telle diversification. La hausse des taux d'intérêt et des défauts de remboursement ébranlent le modèle économique de cette activité de niche, tout comme les injonctions des régulateurs à lutter contre le surendettement. C'est assez pour faire reculer même un géant comme Apple.

@GarabedianAlex

# L'AGEFI

Cours de Nvidia



SOURCE : BOURSORAMA

## Aux élections locales, les hésitations des travaillistes sur la question d'un cessez-le-feu à Gaza leur ont coûté des voix

# Le Labour anglais veut renouer le fil avec les musulmans

### Stratégie électorale

**Depuis l'attaque du Hamas sur Israël, le Parti travailliste s'est aliéné une partie de l'électorat musulman, qui lui reproche de ne pas s'être prononcé assez rapidement en faveur d'un cessez-le-feu à Gaza. Les Verts pourraient profiter d'un report de voix aux prochaines élections générales.**

Chloé Goudenhooff (à Londres)

LES MUSULMANS boudent-ils le Labour lors des législatives ? Dans la société britannique multiculturelle, où les statistiques ethniques sont de mises, soulever le problème n'a rien de choquant. C'est une question de stratégie électorale comme une autre, alors que les musulmans représentent 6,5% de la population (quatre millions de personnes). « Traditionnellement, les minorités ethniques, dont la plupart des musulmans font partis, votent pour les travaillistes », rappelle Anand Menon, politologue et directeur de l'institut the UK in a Changing Europe.

Mais depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre et la guerre qui se poursuit depuis à Gaza, le parti s'est aliéné une partie de cet électorat. La cause : ne pas s'être positionné assez rapidement en faveur d'un cessez-le-feu. Cette attente déçue s'est traduite dans les urnes. En mars, l'ancien Labour George Galloway, qui se présentait sous l'étiquette du Parti des Travaillistes de Grande-Bretagne, a gagné une élection partielle dans la banlieue de Manchester sur fond de campagne autour de Gaza. Lors des élections locales de mai, la part du vote travailliste a baissé de 21% dans 58 circonscriptions où plus d'un habitant sur cinq est musulman, selon la BBC. De nombreux conseillers municipaux travaillistes se sont aussi présentés comme indépendants ou ont tout simplement quitté le parti.

Shabana Mahmood, députée Labour et ministre « de l'ombre » de Keir Starmer pour la Justice, a reconnu que la relation était à reconstruire avec ces électeurs. Un travail qui s'effectue à l'échelle locale, notamment là où le nombre de musulmans est conséquent. « Dans certains endroits, les hommes politiques comprennent l'importance de l'identité religieuse pour certains électeurs, commente Leon Moosavi, sociologue spécialiste des questions ethniques et de religion à l'université de Liverpool. Les candidats et militants s'efforcent d'aller dans les mosquées. Ils ont participé à la célébration de l'Aïd-el-Kébir. J'imagine que certains ne veulent pas non plus donner l'impression de favoriser la communauté musulmane. Comme dans la plupart des pays occidentaux, la suspicion sous-jacente à l'égard de cette religion n'a pas disparu au Royaume-Uni. Mais les militants ne font pas souvent de la religion le centre de leur campagne et si les hommes politiques traitent les musulmans comme des résidents et des citoyens, c'est peut-être aussi un pas dans la bonne direction. »

**Avance confortable.** Mais le Labour disposant d'une avance confortable dans les sondages, le message à l'égard des électeurs musulmans n'est pas porté à l'échelle nationale - le jeu n'en vaut pas encore la chandelle. « De nombreuses personnes préoccupées par la guerre de Gaza, et pas seulement des musulmans, envisagent de voter pour les Verts qui ont tout de suite défendu un cessez-le-feu, souligne Anand Menon. Mais les Verts ne sont une menace électorale pour personne, même s'ils peuvent gagner quelques sièges, comme à Bristol. »

En revanche, si les Verts devenaient une force électorale sérieuse, notamment au niveau des élections locales dans un premier temps, alors c'est un sujet sur lequel les travaillistes devraient commencer à réfléchir, selon l'expert.

@chloegouden

## Selon le candidat républicain, le premier face-à-face prouvera aux électeurs que le président est trop vieux pour être réélu

# Trump mise sur la santé de Biden pour leur premier débat

### Agisme

**Donald Trump et Joe Biden se préparent à participer au premier débat présidentiel de l'année, le 27 juin prochain à 21 heures à Atlanta (trois heures du matin en France). Le second est prévu pour le 10 septembre.**

Lola Ovarlez

LES AMÉRICAINS qui appréhendent le match retour Trump-Biden ne sont pas sans peine. Trois mois après le début des primaires républicaine et démocrate, ils se retrouvent coincés, sans alternative, face à deux candidats hautement impopulaires. Et trois mois trop tôt, ils vont les voir débattre pour la première fois depuis 2020.

Il reste une semaine avant ce premier face-à-face qui aura lieu le 27 juin à Atlanta et donnera le coup d'envoi de l'élection présidentielle. Donald Trump et Joe Biden sont encore au coude-à-coude dans les sondages et leurs campagnes comptent sur ce moment pour sortir de cette impasse. Selon le dernier en date de Fox News, le démocrate est en tête avec 50%, mais l'écart est mince - et les courbes ne cessent de se croiser.

Pour Joe Biden, les enjeux sont énormes. Il part avec le désavantage d'être le président sortant, avec une cote de popularité qui ne dépasse pas les 45%. L'économie et l'immigration sont ses principaux boulets, malgré son décret limitant l'entrée de sans-papiers dans le pays et la hausse continue des créations d'emploi. Son plus gros défi, néanmoins, reste de prouver aux Américains, en direct à la télévision, qu'il est apte à être réélu, alors que 73% le considèrent trop vieux, selon un sondage du *New York Times*. Sur ce sujet, Donald Trump est confiant que son rival échouera. Lui continue ses meetings pendant que Joe Biden prévoit de s'entraîner durant une

semaine à Camp David. Deux choix de préparation que le camp MAGA ne cesse de comparer pour remettre en question l'état de santé du président. « Je me demande ce qui va lui arriver sur le plan médical à Camp David, car nous n'avons aucune preuve tangible que Joe Biden puisse se tenir debout », a lâché l'ancienne conseillère trumpiste Kellyanne Conway à la télévision.

**Performance.** L'ex-président et son équipe misent en effet sur une performance ratée de Joe Biden pour sortir vainqueur du débat. Alors qu'en 2020, il n'avait cessé de l'interrompre, sa stratégie sera désormais de se taire pour laisser Joe Biden se saboter lui-même, en s'emmêlant les pinceaux, balbutiant ou se figeant, comme il l'a souvent fait. Et ce, même si le milliardaire est de plus en plus ciblé par des critiques sur son âge et sa santé mentale.

Et si Old Joe s'en sortait ? Après tout, quelques jours de préparation à Camp David lui ont permis de délivrer un discours sur l'Etat de l'Union presque sans accroc et même considéré comme l'un des temps forts de sa campagne. Mais Donald Trump avait démonté cette réussite en prétendant que Joe Biden était « plus que défoncé ». Aujourd'hui, il utilise le même argument pour préparer le terrain en amont du débat : « Il va être gonflé à bloc », a-t-il prévenu dans le Wisconsin mardi, évoquant le sachet de cocaïne découvert en 2023 à la Maison Blanche.

Si les Américains en dehors du camp de Donald Trump risquent de ne pas prendre au sérieux ces accusations, malgré leurs doutes au sujet de Joe Biden, un groupe d'électeurs le soutient plus que jamais. 55% des plus de 65 ans comptent voter pour lui en novembre, selon l'université de Quinnipiac. Un chiffre en hausse de trois points par rapport à 2020.

@lolaovarlez



Entretenir les liens militaires avec Hanoï et avec Pyongyang aura été au cœur de la tournée asiatique du président russe

# Poutine se rend au Vietnam sur un air de guerre froide

## Nostalgie

La visite de Vladimir Poutine au Vietnam intervient après celles de Joe Biden en septembre et de Xi Jinping en décembre. Elle démontre à la fois le poids du pays en Asie du Sud-Est et l'importance que lui accordent les principales puissances de la planète, à l'exception de l'Europe qui s'y intéresse peu.

Claude Leblanc

ALORS QU'IL S'EST ASSURÉ du soutien inconditionnel du nord-coréen Kim Jong-un dans sa guerre contre l'Ukraine, avec la signature d'un pacte prévoyant que les deux pays s'entraident en cas d'« agression » contre l'un ou l'autre, Vladimir Poutine est arrivé à Hanoï, pour raviver les liens qui ont uni l'ex-URSS au Vietnam, en particulier dans le domaine de l'armement.

Dans les deux cas, le dirigeant russe semble vouloir renouer avec l'ambiance guerre froide, une époque dont il avait pourtant déclaré qu'elle était « révolue ». Non seulement la promesse d'assistance mutuelle entre Russes et Nord-Coréens est susceptible d'alarmer d'avantage les Etats-Unis et leurs alliés, mais le désir de réaffirmer le rôle de Moscou comme fournisseur d'armes au Vietnam n'est pas non plus fait pour rassurer Washington qui, depuis plusieurs années, cherche à attirer Hanoï dans sa sphère d'influence, notamment face à la Chine.

**Limites.** Même si Moscou est en quête de munitions et a obtenu des Nord-Coréens des obus dont il a cruellement besoin sur le théâtre ukrainien, il n'a pas renoncé à rester une puissance exportatrice d'armements malgré la guerre contre Kiev. D'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), les ventes d'armes russes ont cepen-

dant chuté de 53% entre 2019 et 2023 en raison de la priorité donnée à sa propre armée.

Toutefois, Vladimir Poutine a conscience que la fourniture d'armes permet de créer et d'entretenir des relations particulières avec de nombreux pays. La dépendance indienne à l'égard du matériel russe explique en grande partie le refus de New Delhi de condamner et de sanctionner Moscou après son invasion du 24 février 2022. Le Sipri estime que la Russie avait reçu des commandes pour 78 avions de combat, 5 navires de guerre, au moins 16 systèmes de missiles sol-air et 464 chars à la fin de 2023.

C'est ce lien que Vladimir Poutine est venu défendre au Vietnam auprès d'interlocuteurs sensibles à ce discours. Plusieurs des principaux dirigeants du Parti communiste, dont le secrétaire général Nguyen Phu Trong avec qui le président russe s'est entretenu, ont étudié en Union soviétique et se souviennent du soutien de Moscou face aux Américains. Reste qu'en dépit de cette ambiance très guerre froide qui semble satisfaire Vladimir Poutine, il doit tenir compte d'un facteur non négligeable qui n'existait pas du temps de l'URSS, son allié chinois.

Que ce soit avec les Nord-Coréens et les Vietnamiens, le président russe ne peut donc aller au bout de sa logique. Il s'est ainsi abstenu de préciser si le nouveau pacte avec Pyongyang prévoyait une intervention militaire immédiate et complète en cas d'attaque pour ne pas inquiéter Pékin. De la même façon, il n'est pas en mesure d'accorder à Hanoï tous les armements souhaités, en particulier les missiles anti-navires BrahMos coproduits avec l'Inde car ceux-ci pourraient être dirigés contre la marine de Pékin en mer de Chine méridionale. Malgré ces limites, Vladimir Poutine aura réussi à rappeler que la Russie n'est pas totalement isolée sur la scène internationale.

@japonline

# Six candidats sont en lice pour le scrutin du 28 juin après la mort, en mai, de l'ex-président Raïssi, proche du Guide suprême

## Présidentielle en Iran: le dessein contrarié de Khamenei

## Succession

La campagne présidentielle est dans sa dernière ligne droite en Iran alors que les électeurs sont attendus aux urnes le 28 juin. Si les six candidats débattent des questions économiques et sociales, le véritable enjeu est ailleurs, dans la succession d'Ali Khamenei, le Guide suprême de la république islamique.

Pascal Airault

CE N'EST PAS LE SCÉNARIO qu'avait planifié Ali Khamenei. Mais la mort subite d'Ebrahim Raïssi, le 20 mai, dans un accident d'hélicoptère, trois ans après son élection, a rebattu les cartes. Et le Guide suprême doit se résoudre à un nouveau scrutin alors qu'il avait toute confiance dans le président de la république islamique.

Ebrahim Raïssi lui devait toute son ascension. Ali Khamenei avait même formé idéologiquement le défunt à l'université religieuse de la ville sainte de Qom, dès la fin des années 1970. Il allait ensuite devenir juge religieux condamnant à mort des milliers de prisonniers politiques, puis procureur de Téhéran et chef du système judiciaire. Après un premier échec en 2017, le guide avait favorisé son accession au pouvoir en 2021.

**Abstention.** Ebrahim Raïssi était proche de la Force al-Qods des Gardiens de la révolution. Il obéissait au doigt et à l'œil à Ali Khamenei pour placer des personnalités de confiance au sein du régime et en écarter d'autres. Les experts faisaient de ce religieux ultraconservateur le potentiel successeur du Guide suprême. « Raïssi devait être Guide suprême de transition avant de passer le témoin au fils d'Ali Khamenei, Mojtaba Khamenei, 55 ans, confie un expert du pays. Le

guide doit réviser ses scénarios de succession. Cela commence par la présidentielle du 28 juin. »

Le Conseil des gardiens de la Constitution, un organe constitutionnel non élu sous influence du guide, a validé la participation de six candidats, dont trois font figure de favoris. Les bookmakers misent particulièrement sur Mohammad Bagher Ghalibaf, le président du Parlement et ancien Gardien de la révolution. Ce conservateur aura comme principaux rivaux l'ultraconservateur Saïd Jalili, ex-négociateur sur le nucléaire, et Massoud Pezeshkian, député de Tabriz et ex-ministre de la Santé présenté comme l'homme des « réformateurs » au sein du régime. Aucun n'a la totale confiance du guide comme Raïssi l'avait.

Les postulants ont commencé les débats télévisés, lundi dernier. Les sujets de discussion mis en avant sont, pour l'instant, la situation économique et sociale, principale préoccupation des 85 millions d'Iraniens. Le véritable enjeu pour les autorités est la participation après l'abstention record enregistrée lors des législatives en mars et mai pour renouveler le Majlis, le Parlement.

Si le Guide suprême a appelé ses compatriotes à aller voter, les Iraniens ne devraient pas se déplacer en masse alors que le pouvoir a rejeté 74 candidatures sur les 80 présentées. La population fait face à une inflation galopante, à une perte de pouvoir d'achat et à une détérioration des services publics. Le taux de chômage des jeunes atteint 40% alors que la population a doublé depuis quarante ans. Les révoltes déclenchées par la mort de la jeune Masha Amini, le 16 septembre 2022, étouffées par une impitoyable répression, s'expriment dorénavant dans des gestes quotidiens de contestation envers les symboles d'un régime qui n'imagine sa survie que dans le durcissement perpétuel.

@P. Airault

# Global Britain

## Un nouvel anti-américanisme s'élève dans la vie des affaires

## La chronique de Marc Roche



ROBERTO FRANKENBERG

Voilà donc ressoudée la vieille « relation spéciale » entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis à la faveur de la commémoration du 80<sup>e</sup> anniversaire du débarquement de Normandie. Glorifié par la rhétorique un peu désuète de Churchill selon lequel les deux cousins anglo-saxons étaient « divisés par une langue commune », le binôme donne le « la » sur tous les fronts de la géopolitique de l'heure, l'Ukraine, Gaza, la défense, le renseignement ou la lutte contre le terrorisme islamique. Embrassons-nous Folleville ! La fameuse « communauté de destin » se porte à merveille, affirment les discours officiels.

Pourtant, sous son antienne à la concorde, la vie conjugale est loin d'être exemplaire. Des lézardes courent sur l'unité du couple là où on ne les attendait pas : dans la vie des affaires. Le torchon brûle entre les deux rives de l'Atlantique qu'attestent les critiques qui se multiplient dans la City. Si elles ne troublent guère l'atmosphère d'union sacrée diplomatique et militaire, les bisbilles économiques ont fait émerger un nouvel antiaméricanisme entre deux nations qui portent le culte de la libre entreprise et le mantra de la concurrence sans entrave sur les fonts baptismaux.

A l'origine de ce coup de froid, l'acquittement le 16 juin par un jury de San Francisco de l'industriel britannique Mike Lynch inculpé de fraude lors du rachat de sa firme de software, Autonomy, par le géant américain Hewlett-Packard. Celui qui risquait vingt ans de réclusion a été confronté à un parcours de combattant d'une décennie en vue de prouver son innocence. Le calvaire de l'entrepreneur a mis à nouveau en évidence les dysfonctionnements du traité bilatéral d'extradition. Signé après les attentats du 11 septembre 2001 en vue de faciliter les procès pour terrorisme, le pacte en question est totalement biaisé au profit de la justice d'outre-Atlantique.

« **Vassalisation** ». A écouter ses détracteurs, les procureurs américains disposent d'un avantage indéniable sur leurs confrères à perruques, l'allègement de la condamnation en échange d'aveux afin d'obtenir gain de cause. Résultat, le nombre de sujets de Sa

## « La polémique sur la mainmise de l'Oncle Sam sur les bijoux de la couronne a vite dérivé de l'économie vers les valeurs venues des Etats-Unis »

Majesté extradés est trois fois supérieur au nombre d'Américains. Même si les inculpés ne font l'objet d'aucune poursuite en Grande-Bretagne et n'ont aucun casier judiciaire, ils seront jugés outre-Atlantique sans qu'aucune preuve n'ait démontré leur culpabilité.

Par crainte de mettre en danger le lien transatlantique, le 10 Downing Street refuse de renégocier l'arrangement malgré les pressions de la City, des associations de défense des droits de l'homme et de la presse.

Formé à la célèbre Stanford Business School californienne et très proche des gros pontes de la Silicon Valley, le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, est bien embêté. La controverse Mike Lynch a donné des munitions à la campagne lancée par le tabloïd conservateur *Daily Mail* contre ce

qu'il qualifie de « vassalisation » du royaume par sa sœur aînée. Le premier tirage de la presse nationale met en exergue les marques historiques (Weetabix, Fairy Liquid, HP Sauce, Cadbury...) passées sous pavillon américain. En outre, les Gafam ont mis la main sur l'infrastructure numérique. Et pas moins de neuf clubs de football de la Premier League, la D1 d'Albion, ont été rachetés par des investisseurs « made in America », à commencer par les enseignes phare Chelsea, Liverpool et Arsenal.

La polémique sur la mainmise de l'Oncle Sam sur les bijoux de la couronne a vite dérivé de l'économie vers les valeurs venues des Etats-Unis, à l'instar du politiquement correct, du mouvement #MeToo et des rébellions des étudiants à propos du conflit de Gaza. Beaucoup s'empressent de dénoncer la contagion du puritanisme et du progressisme sociétal à l'américaine dans le business ou l'enseignement supérieur. Ainsi, suivant l'exemple du géant des hydrocarbures BP, l'université de Cambridge vient d'interdire les relations sexuelles entre étudiants et professeurs « afin de minimiser les conflits d'intérêts potentiels et protéger l'intégrité académique ».

Reste que le Brexit n'a guère atténué l'enthousiasme des patrons américains pour l'ancienne puissance tutélaire. A leurs yeux, en dépit de l'alternance droite-gauche prévue à l'issue des élections législatives du 4 juillet, le Royaume-Uni restera longtemps encore le bastion du capitalisme et de la stabilité politique. N'en déplaise au *Daily Mail*, fier croisé

## « Le Brexit n'a guère atténué l'enthousiasme des patrons américains pour l'ancienne puissance tutélaire. A leurs yeux, le Royaume-Uni restera longtemps encore le bastion du capitalisme et de la stabilité politique »

de l'Union Jack comme on n'en fait plus, Londres se félicite de cette manne de 7500 filiales pesant plus du tiers des investissements étrangers. Près de deux millions de Britanniques sont employés par une entreprise aux couleurs de la bannière étoilée.

**Entrisme.** Pour défendre leurs intérêts, les multinationales américaines ont recruté à prix d'or une kyrielle d'ex-hauts fonctionnaires et de politiques pour qu'ils mettent à leur disposition leur doulu carnet d'adresses dans le cadre de ce qu'il faut bien appeler l'entrisme institutionnel. A l'exemple de l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair, de l'ex-chancelier de l'Echiquier conservateur George Osborne et de Nick Clegg, vice-Premier ministre dans le gouvernement de coalition au pouvoir entre 2010 et 2015, ces ouvriers de portes constituent un réseau d'influence redoutable.

Rien n'incarne davantage l'américanisation en cours que la deuxième place qu'occupe Imperial College dans le dernier classement QS des meilleures universités mondiales en matière de recherche. Selon ce hit-parade qui fait référence, cette citadelle des sciences, de l'ingénierie, de la médecine et de l'informatique a accédé à la deuxième marche du podium derrière le champion, le Massachussetts Institute of Technology ! Considérés depuis plus de sept siècles comme les plus grands sanctuaires des connaissances, Oxford et Cambridge ont été relégués respectivement à la troisième et à la cinquième place.

Imperial personifie par excellence l'osmose réussie entre les universités et l'industrie. En effet, ce prodigieux laboratoire du futur universel a été créé par l'ex-ICI (Impérial chemical industries), célèbre fabricant de plastique, d'engrais et de peinture. A l'évidence, longtemps rejetée par ceux qui se considèrent comme les dépositaires légaux du savoir, l'usine à idées sise aux abords d'Hyde Park s'est imposée grâce à son audace, sa capacité en affaires et son génie en recherche appliquée.

De quoi faire taire les esprits chagrins qui s'inquiètent d'une pseudo-dérive proaméricaine !

@MarcRoche18

## Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr



# La fabrique de l'Opinion

L'invité du 8 Bellini

Pierre Martin

« La dissolution précipite la clarification politique, mais les élections ne vont pas clore la crise »

**L**e politologue (Pacte, IEP de Grenoble) et spécialiste des élections Pierre Martin estime que « le président de la République a mis les forces politiques devant leurs responsabilités, vis-à-vis des Français, mais aussi de l'étranger et des forces économiques et sociales. »

**Avant d'en venir aux résultats des européennes et au paysage politique pré-législatives, que pensez-vous de la dissolution de l'Assemblée nationale ?**

En prenant cette décision, le président de la République a officialisé la crise politique. Déjà présente, celle-ci était toutefois masquée par des institutions qui continuaient à fonctionner. La dissolution met les forces politiques en face de leurs responsabilités. Elle précipite la clarification et l'accélère à vitesse grand V, mais ce n'est que le début, car les élections ne vont pas clore la crise politique. Pour la première fois depuis 27 ans, c'est-à-dire la dissolution de 1997, ces législatives seront des élections de plein exercice et pas un troisième et quatrième tours d'une présidentielle. Le pouvoir national y est en jeu. Le chef de l'Etat, je l'ai dit, a mis les forces politiques devant leurs responsabilités, vis-à-vis des Français, mais aussi de l'étranger et des forces économiques et sociales. Le fardeau de gouverner va retomber sur leurs épaules, d'où le peu d'enthousiasme que suscitent ces élections dans les forces politiques, prises par surprise. Quels que soient les résultats, l'Assemblée nationale ne pourra être dissoute pendant un an. Le fait que ces élections décident de la politique du pays a une conséquence électorale : dans ce scrutin de circonscription, ce sera un vote plus idéologique où l'influence personnelle des candidats pèsera moins que dans d'autres circonstances. On peut aussi s'attendre à une plus forte mobilisation. Ce sera un vote plus partisan que personnel : des élections d'affrontement, comme disait le grand politologue André Siegfried, par opposition à celles d'apaisement.

**Vous parlez de crise politique. Est-ce une spécificité française ?**

Les démocraties représentatives connaissent globalement les mêmes évolutions, mais il y a en effet une spécificité de la crise politique française, car notre situation est plus dégradée qu'ailleurs. Songeons aux déficits publics ou à la récente baisse de la note de la France sur les marchés financiers. Dans quel autre pays d'Europe, y a-t-il eu une semaine d'émeutes urbaines, comme l'an dernier ? Et la Nouvelle-Calédonie ? Par son poids, la France n'est pas la Grèce : c'est pourquoi la situation inquiète nos partenaires et les forces politiques vont être de plus en plus sous la pression de l'extérieur, des marchés et des autres gouvernements.

**Venons-en à votre analyse des résultats du récent scrutin européen...**

Il faut les analyser en comparaison avec ceux des européennes de 2019, tout en tenant compte des élections (présidentielle et législatives) de 2022. Le trait le plus marquant est, évidemment, la très forte poussée du Rassemblement national (31,4%). C'est un résultat sans précédent pour la liste d'un seul parti – en 1984, la liste Simone Veil (43%) était l'alliance de deux grands partis, le RPR et l'UDF. Le vote sanction contre le président et le gouvernement n'a jamais été aussi fort depuis au moins vingt ans. Le RN bénéficie de l'amélioration de son image : c'est un autre élément de la dynamique. Lorsqu'on analyse les résultats en détail, on constate toutefois qu'il s'agit toujours des mêmes sociologies et géographies. Les élites

économiques, culturelles et sociales, lui sont toujours aussi hostiles et sa progression dans les milieux favorisés reste très faible. On le voit avec les résultats dans les grandes agglomérations, comme à Paris (8,54%). On note même un accroissement des écarts avec le reste de la France. D'un côté, les métropoles, les milieux favorisés, la classe moyenne supérieure urbaine et les milieux populaires issus de l'immigration. De l'autre, le reste du pays, les milieux populaires (ouvriers, employés) et la classe moyenne inférieure, dans les zones rurales et les petites villes. A quelques exceptions près, comme l'Espagne, on retrouve cette situation dans toutes les démocraties : c'est ce que les politologues américains appellent la « Grande Division ».

**Que pensez-vous de l'échec de la liste conduite par Valérie Hayer (14,6%) ?**

Le recul de la liste gouvernementale s'explique par une hémorragie dans les milieux favorisés, qui a profité à la gauche, avec la liste Glucksmann, et à la droite LR. On le voit avec les bons résultats de la liste Bellamy dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à Neuilly ou à Versailles, mais aussi par des pertes dans les milieux populaires au profit du RN. Dans les enquêtes, les électeurs des listes PS et LR disent majoritairement qu'ils n'ont pas voté sur des enjeux nationaux, contrairement à ceux des autres listes. Certains sont donc susceptibles de revenir vers la majorité gouvernementale, de se mobiliser plus massivement aux législatives, dès lors qu'il s'agira d'un enjeu national important. A dix jours du scrutin, nous n'avons pas encore d'enquêtes pour le mesurer. En revanche, ceux partis vers le RN y resteront très majoritairement.

**Et la gauche ?**

Elle est globalement stable par rapport à 2019, autour de 32%, mais il y a des évolutions en son sein. On a évidemment noté le bon résultat de la liste Glucksmann, mais je note aussi la

**« Le recul de la liste gouvernementale s'explique par une hémorragie dans les milieux favorisés, qui a profité à la gauche, avec la liste Glucksmann, et à la droite LR »**



« Il n'y aura probablement pas de majorité absolue, mais une tripartisation accentuée », s'avance **Pierre Martin**, en vue des élections législatives.

réussite de la stratégie de LFI. La conflictualité, ça marche ! La France insoumise est également parvenue, une fois de plus, à mobiliser l'électorat musulman, y confirmant la percée de Mélenchon en 2022. Selon une enquête Ifop pour *La Croix*, 62% des électeurs musulmans ont voté LFI. Le résultat est spectaculaire et se traduit par la formation de fiefs électoraux. La liste Glucksmann a un électorat géographiquement plus étale : elle ne dépasse les 20% qu'à Paris et dans la Finistère. En revanche, LFI obtient localement des scores très élevés : 37% en Seine-Saint-Denis ou plus de 50% dans la circonscription du député Sébastien Delogu, à Marseille, sanctionné à l'Assemblée pour avoir brandi un drapeau palestinien. L'existence de ces fiefs est très importante dans le cadre des législatives, qui se déroulent par circonscription. Il est probable qu'on ait des élus LFI dès le premier tour. A gauche, d'autres sont sérieusement menacés par le RN, comme François Ruffin, ou Fabien Roussel pour le PCF, car la gauche a aussi perdu des électeurs dans les milieux populaires au profit du RN.

**La gauche s'est très rapidement unie dans le Nouveau Front populaire (NFP). Quelle analyse en faites-vous ?**

Le NFP n'est pas tout à fait l'ancienne Nupes : il est à la fois plus étendu et moins profond. Plus étendu, parce qu'il intègre des socialistes qui étaient hostiles à la Nupes – François Hollande en est l'exemple le plus évident. Et moins profond, parce qu'aucun des partenaires ne se fait d'illusions sur les autres. Leur programme reflète les rêves de beaucoup, mais n'engage pas grand monde... Les responsables savent qu'il ne sera pas mis en œuvre. Contrairement à 2022, le NFP n'a d'ailleurs aucun candidat pour le poste de Premier ministre. C'est une hydre qui a beaucoup trop de têtes ! Derrière le NFP, il y a un très fort opportunisme électoral. Au sein de la gauche, la clarification viendra plus tard, en fonction des résultats, à l'Assemblée et dans le pays. On peut même prévoir que l'intensité des affrontements sera d'autant plus forte que le nombre de sièges sera plus élevé.

**Vous risqueriez-vous à un pronostic sur le résultat des législatives ?**

Mon estimation est qu'il n'y aura probablement pas de majorité absolue, mais une tripartisation accentuée. Dans mon livre *Crise mondiale et systèmes partisans*, j'ai décrit les démocraties s'organisant désormais autour de trois « pôles » : la gauche radicale, le pôle central libéral et les conservateurs identitaires. Ces pôles idéologiques ne se traduisent pas exactement en termes de parti : ainsi le NFP comprend bien sûr la gauche radicale, dont LFI constitue la force dynamique, mais il mord sur le pôle central avec le ralliement de François Hollande ou de Raphaël Glucksmann. De même, LR se situe exactement à la frontière entre deux pôles, d'où sa situation, avec l'épisode Eric Ciotti. Pour en revenir à votre question, je crois que le RN a très peu de chance d'obtenir une majorité absolue, y compris avec ses alliés. C'est la raison pour laquelle Jordan Bardella a dit qu'il ne gouvernerait pas sans cela, même si le RN se prépare à l'exercice du pouvoir en se délestant à grande vitesse de certaines de ses propositions les moins financiables. Sa « normalisation » a déjà réussi auprès d'une partie de l'opinion, notamment avec l'attitude convenable de ses députés – à l'inverse de la stratégie conflictuelle de LFI.

**Interview Jean-Dominique Merchet**  
@jdomerchet

## Mille saveurs ! Le poulet de la belle-mère (partie 5)

La chronique de Jean-Bernard Magescas



**J**e dois débiter cette chronique par une mise au point. Des lectrices et des lecteurs m'ont écrit, pour l'essentiel très aimablement, pour manifester leur étonnement que ma recette du poulet belle-mère aux trompettes et savagnin (ou fino de Jerez et Montilla ou manzanilla de Sanlúcar), ne soit toujours pas complète après quatre épisodes censés lui être entièrement consacrés - dernier épisode paru dans le daté du 12 avril. Il y en a même, attentifs et un brin tatillons, qui voudraient que je précise la raison pour laquelle j'ai affirmé qu'il fallait réserver une moitié des trompettes (une bonne portion avais-je écrit) pour autre chose, une chose extra.

Je tiens ici à m'excuser publiquement. Mais quand même, le crumble au parfum d'absinthe, le Savère - gâteau de marrons savouré avec un petit verre de vin tonique Mariani - les spiritueux de la maison Bows, située à Laure-Minervois (Aude), le restaurant Les Planeurs, hipster-nippon de Toulouse, le Kimchi, restaurant Coréen de Lézignan-Corbières (Aude), tout ça compterait pour rien ?

Depuis l'ingestion de tous ces spiritueux, gâteaux et autres mets délicieux, j'ai vécu des tas de trucs que je veux partager avec vous. Je ne veux pas vous laisser tels des chiens abandonnés sur le bord d'une route.

**Thym et romarin.** Au prétexte d'un poulet dont la simple liste d'ingrédients vous renseigne sur sa nature et comment on le fait, à ce prétexte-là je devrais taire les formidables moments vécus depuis, n'en rien vous dire ? Je ne suis pas de ces hommes-là, qu'on se le dise.

Donc je vais ici même et sans plus attendre vous narrer mon goût pour le romarin et comment, assez soudainement, j'en suis venu à l'utiliser sans modération.

Et en plus ça me permet de tailler ce fichu arbuste qui devient énorme si l'on n'y prête pas garde. Tu parles qu'il ne faut pas l'arroser ! Mais attention, je défile. Commençons par le commencement.

Thym et romarin poussent partout dans les montagnes et collines qui entourent mon village andalou. Au Havre, où je suis bien heureux de vivre désormais, il n'en vient presque pas. J'en ramène donc d'Andalousie, et même une amie m'en a offert qui pousse dans le Minervois, bien au sec, mais je déraile, ce n'était pas du romarin, c'était du thym.

Le romarin et le thym, pour la plupart d'entre vous comme pour moi, c'est un peu maudit. Tu en prends un tout beau, tout vif, tout touffu, tu le plantes chez toi et il dépérit. Comme tous les genêts ou les bruyères. Tu vois ce que je veux dire ? Tu l'as vécu toi aussi.

Mais là, je suis en train de vivre un événement surprenant. Le petit buisson de thym tout desséché, tout mal foutu, tout mort que je croyais jeter bientôt, voilà qu'il revit ! Il est couvert de minuscules bourgeons. Incroyable. Il fallait être patient, attendre.

C'est ce que mon aimée me serinait : « sois patient, arrose » et moi je ne la croyais pas, elle, la fille de ma belle-mère ! A suivre.

@magescas

**l'Opinion** BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Pot 0,022 kg / tonne de papier

**7H-9H**  
**EUROPE 1 MATIN**  
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique *Voyage en absurdie*



## San Francisco tente d'attirer les touristes avec sa météo rafraîchissante

THE WALL STREET JOURNAL.

SAN FRANCISCO – Oubliez tout ce que vous avez entendu à propos de la spirale du déclin. San Francisco parie sur celle du crachin.

Il y a quelques semaines, les responsables marketing de Pier 39 ont installé un panneau d'affichage dans une ville située dans la partie centrale de la Californie où les températures dépassent souvent les 37,7°C : « Il fait plus frais dans la baie », peut-on y lire. Un lion de mer à moustaches regarde fixement devant lui, comme pour narguer le spectateur.

Randall Scott, directeur exécutif du Fisherman's Wharf voisin, est originaire de la Central Valley et n'hésite pas à faire valoir auprès de ses proches l'atout le plus prisé de San Francisco pendant la saison estivale. Ils me disent « Mon Dieu, c'est l'enfer ici » et je leur réponds « Moi j'ai 14,4°C ici » et ils me disent « Oh, t'es chiant », raconte M. Scott.

Après avoir survécu à une avalanche de titres de presse négatifs après la pandémie, San Francisco reçoit à présent un petit coup de pouce de Dame Nature, qui lui offre une occasion en or dont la « Ville sur la Baie » avait bien besoin. Alors qu'une grande partie de l'Amérique cuit littéralement sous des dômes de chaleur, San Francisco peut soudain faire son auto-promotion en clamant qu'elle est un refuge anti-canicule où l'on peut même frissonner légèrement en raison des températures qui, certains jours brumeux, peinent à dépasser les 10°C.

Le brouillard, produit par le mélange des eaux glaciales de l'océan et des températures chaudes ambiantes, fait tellement partie de l'ADN de San Francisco qu'il a même sa propre incarnation sur les réseaux sociaux « Karl the Fog ». Sortez vos « vestes d'hiver, écharpes, moufles, sous-vêtements thermiques et parapluies car ce



SIPA PRESS

San Francisco affirme être, grâce à son climat frais l'été, le refuge idéal face aux vagues de chaleur qui frappent les Etats-Unis.

week-end à SF, la météo c'est ambiance Memorial Day », a prévenu Karl le mois dernier sur ses réseaux sociaux, dont l'administrateur est anonyme.

Le froid surprend vivement les visiteurs qui ne se méfient pas. « Tout le monde pense qu'il va faire chaud, alors ils viennent

en T-shirts et en shorts », souligne Chris Vardijan, qui un jour de cette semaine était installé dans un kiosque sur le Pier 39 et s'occupait de vendre des billets de croisières dans la baie.

Jamie et Kelli Burmeister, originaires du Nebraska, l'ont appris à leurs dépens lors d'une

récente visite, lorsqu'ils ont malencontreusement choisi de faire une visite d'Alcatraz un jour où le thermomètre n'a jamais dépassé les 14°C, une température glaciale même pour un mois de juin à San Francisco.

« C'est le vent qui était le plus coupant », explique Jamie

Burmeister, 55 ans. « Nous avons simplement superposé en couches les vêtements que nous avions. A Omaha, je porte des shorts de mai à septembre ».

San Francisco a bien besoin de bonnes nouvelles. Après la pandémie, le nombre de bureaux vacants a grimpé en

flèche, tout comme la criminalité, alimentant un sentiment palpable d'effroi, tandis que les équipes chargées de redresser la ville se donnaient à fond pour y parvenir.

Des signes encourageants se

*Lire SAN FRANCISCO en page II*

## Duolingo, l'application qui sait rendre accro

THE WALL STREET JOURNAL.

TOUS LES SOIRS mon téléphone vibre et m'envoie un message urgent de la part d'une petite chouette verte.

Les notifications se succèdent avec une frénésie croissante

jusqu'à ce que je finisse, inéluctablement, par faire ce qu'on attend de moi : ouvrir Duolingo.

Ce qui me range parmi les millions d'utilisateurs qui comme moi, retournent sur cette appli jour après jour après jour après jour.

Réussir à rendre les gens accro et à conserver leur attention est l'un des graals dans l'univers du commerce. Peu d'entreprises le font aussi bien que Duolingo, l'application la plus populaire du monde pour apprendre une langue étrangère, qui tire parti de deux concepts présents dans un grand nombre d'autres secteurs : les séries et les notifications.

Voilà pourquoi Duolingo est devenu un des grands vainqueurs dans la bataille mondiale pour votre attention.

Pensez à toutes les notifications que vous recevez de votre réveil jusqu'au moment où vous vous couchez. E-mails, messages WhatsApp et beaucoup trop de rappels du calendrier. Bonnes affaires Amazon. Likes Instagram. Météo. Paris NBA, scores, meilleurs moments et podcasts. Alertes infos. Textos de maman. Messages Slack du patron. Annulation de vol. Nouvelle réservation

de vol. Retard de vol. Nouvelles alertes infos. Chaque fois que vous jetez un œil à un écran y figure une nouvelle notification qui n'attend que d'être ignorée.

Alors pourquoi ouvre-t-on toujours celles de Duolingo ?

Ce n'est pas uniquement une question de motivation personnelle. C'est principalement parce que derrière ce dessin de Duo la chouette se trouve une vaste équipe composée d'ingénieurs, de chercheurs, de stratèges et de chefs de produits qui vous donnent cette petite pichenette qui vous motive.

Le meilleur moyen d'apprendre une langue est de prendre l'habitude de s'entraîner tous les jours, et le meilleur moyen de mettre cette habitude en place est de recevoir un rappel au bon moment, ce qui rend les séries et les notifications essentielles pour garantir l'étonnant succès commercial de Duolingo.

J'ai écrit un livre entier sur le pouvoir des séquences, mais je n'ai jamais rencontré un exemple aussi efficace que celui de Duolingo.

Nous, les humains, sommes tellement câblés pour chercher à réaliser des séries que nous en voyons même là où elles n'existent peut-être pas. Duolingo se sert de notre goût pour ces séquences et le transforme en tactique de motivation. Il se trouve que les gens sont capables de faire un tas de trucs bizarres s'ils ont la perspective de réaliser une série – par exemple, sortir en douce d'un bar juste avant minuit pour faire quelques minutes de japonais.

La plus longue série active de Duolingo dépasse désormais les 4100 jours. Et la seule chose plus impressionnante que l'idée d'une poignée de gens utilisant cette appli tous les jours pendant plus de dix ans, c'est celle que cinq

*Lire DUOLINGO en page III*

## Patrimoine La chasse aux riches va-t-elle être lancée ?

CES DERNIÈRES ANNÉES, depuis la mise en place de la flat-tax et la création de l'IFI, la fiscalité des particuliers a peu bougé. Les législatures surprises dans un coup de tonnerre dans un ciel tranquille pour les détenteurs de patrimoine.

L'attentisme risque de se prolonger sur le marché immobilier. Le CAC 40 a déjà dévié et le taux de l'OAT s'est tendu depuis l'annonce de la dissolution, pourtant ce qui importe à une bonne partie des classes moyennes pour leur patrimoine, ce ne sont pas ces réactions à chaud des marchés, mais bien l'évolution de la fiscalité sur les revenus, l'immobilier, les successions et l'épargne.

*Lire RICHES en page III*



SIPA PRESS

Duolingo est l'application la plus populaire du monde pour apprendre une langue étrangère.



## SAN FRANCISCO

Suite de la page 1

sont faits jour récemment, avec une reprise de la location et une baisse de la criminalité. L'un des points positifs tient à la fréquentation touristique, qui, après s'être effondrée en 2020, tombant à 10 millions de visites, contre 26 millions l'année précédente, devrait frôler les 24 millions de touristes cette année, selon la San Francisco Travel Association.

Quatre jours après avoir été nommé président de l'association Hotel Council of San Francisco en juillet 2022, Alex Bastian

**La fréquentation touristique s'est effondrée en 2020, tombant à 10 millions de visites. Cette année, elle devrait frôler les 24 millions**

a publié sur Facebook une carte des Etats-Unis montrant la chaleur torride qui s'était abattue d'un océan à l'autre. « Si vous cherchez à échapper à la canicule, venez nous rendre visite à San Francisco », a-t-il déclaré. « Nous avons quelques-uns des meilleurs hôtels du monde et la climatisation est gratuite. »

Les hôtels et autres entreprises spécialisées dans le tourisme lui ont emboîté le pas. L'hôtel Zelos a lancé une campagne « Beat the Heat in San Francisco (La canicule ne passera pas par vous à San Francisco) », avec des

réductions allant jusqu'à 25%, en 2023. Cette année, l'hôtel Castro prévoit une promotion « Chill in the Castro (Relaxez-vous au frais au Castro) », après avoir constaté « une augmentation notable » du nombre de clients venant spécifiquement à San Francisco pour fuir la canicule écrasant d'autres Etats par ailleurs, note Jess Valtierra, la porte-parole de l'hôtel.

Perché tout en haut du quartier chic de Pacific Heights, l'hôtel Drisco affiche une carte de fin de séjour en forme de boutade : « L'hiver le plus froid que j'aie jamais passé a été un été à San Francisco », précisant que cette phrase célèbre a été attribuée à Mark Twain, mais qu'il ne l'a jamais prononcée.

La carte rappelle aux clients de s'habiller avec plusieurs couches de vêtements, mais le directeur général, John Spear, affirme qu'ils sont généralement bien informés. « On les voit avec des pulls, des manteaux et tout ce qu'il faut, même en juillet et en août », fait-il remarquer.

Des festivités spéciales sur le thème du brouillard sont prévues. Le 22 juillet aura lieu le Fog Appreciation Day (Journée de dégustation dans le brouillard) au Fort Mason de San Francisco, où les visiteurs et les habitants pourront déguster des friandises recouvertes de mousse et des cocktails à base de glace carbonique autour de foyers et de lampes chauffantes. Henry Eason est l'un des nombreux habitants de la région qui se sont tellement acclimatés au froid qu'ils ont l'impression de fondre comme neige au soleil presque partout ailleurs.

« Je ne supporte plus la chaleur de la Floride où j'ai pourtant grandi », déclare M. Eason, 77 ans, écrivain à San Francisco. « La dernière fois que j'y suis allé en été, j'ai eu l'impression d'essayer de respirer à travers une serviette chaude et humide. »



SIPA PRESS

**Le brouillard emblématique de San Francisco recouvre le Golden Gate Bridge.**

Il est rare de disposer de données concrètes sur la fréquentation touristique dont la première motivation est la météo, mais la San Francisco Travel Association a commencé à mettre en avant la fraîcheur du climat local l'année dernière et elle prévoit des mises à jour similaires cet été. « Pouvoir venir ici et marcher confortablement est un véritable facteur d'attraction pour la ville », souligne Lori Lincoln, porte-parole de l'association.

Au Pier 39, un jour de cette semaine, des visiteurs se promenaient près des lions de mer en

train d'aboyer en savourant la température ambiante qui était de 18,3°C. « Je marche peut-être 4 km par jour ici à cette époque de l'année », affirme Jonathan McConkey, 54 ans, pilote commercial originaire du Missouri et en mission prolongée à San Francisco. Chez lui, le mercure était aux alentours des 35°C. « A Saint-Louis, cela équivaldrait peut-être à une température négative en comparaison. »

Au Artly Coffee, où trois baristas robotisés servent le café, les ventes de café chaud augmentent de 70 % les jours

d'été où il fait très froid, explique Michael Pham, le gérant. Il aime bien mettre en boîte les clients qui commandent des boissons froides en leur disant : « Profitez de cette limonade bien fraîche en cette journée glaciale ! » Pendant qu'il parlait, un robot nommé Jarvis finissait de verser un latte, tout en gigotant au-dessus des tasses.

Les vêtements pour temps froid sont désormais à la mode. « C'est le vent qui pousse les gens à s'équiper », indique Dalia Garcia, employée du magasin Cable Car Store.

Gail Yuhnke, une cliente de passage mais originaire de la banlieue de Buffalo, dit apprécier ce climat qui lui permet de se promener à l'air libre. « Quand il fait vraiment froid chez nous, nous restons à l'intérieur », ajoute-t-elle en évoquant la vie à Buffalo, « et l'été, nous restons à l'abri de la chaleur dans des pièces climatisées ».

**Jim Carlton**

*(Traduit à partir de la version originale en anglais par Emmanuelle Serrano)*

*Edited from the original*

# Ce nouveau musée américain est aussi réussi que difficile à visiter

UNIVERSITY PARK, Pennsylvanie.

Les musées d'art se débarrassent de leurs ornements postmodernes aussi vite que les représentants d'une génération les ayant précédés ont jeté aux orties leurs chaussures à semelles compensées et autres pantalons à pattes d'éléphant. Si les friepries faisaient dans l'architecture, elles auraient toutes un rayon en fond de magasin bordé de façades Charles Moore et Robert Venturi. Cette purge discrète est l'une des principaux phénomènes architecturaux actuels. La dernière victime en date est le musée d'art de l'université d'Etat de Pennsylvanie, un exemple du style Moore dans sa version la plus débridée, aujourd'hui abandonné au profit d'un édifice résolument contemporain.

La réalisation de ce nouveau musée était nécessaire en raison de l'accroissement massif de la

collection au fil de ces dernières années, soit quelque 11 000 objets, dont seule une fraction pouvait être exposée. Aucune pièce d'art africain ne l'était, par exemple. Plutôt que d'agrandir son bâtiment, l'université a choisi d'en faire construire un nouveau au nord-ouest du campus historique, flanqué d'un arboretum de 149 hectares. Un programme architectural a été élaboré afin que le musée soit un lieu d'enseignement adaptable, composé de 20 galeries différentes ainsi que deux salles d'étude où les étudiants peuvent travailler avec de véritables objets d'art, même lorsque le reste du musée est fermé. La commande a été confiée à l'architecte Brad Cloepfil et à son cabinet Allied Works, qui ont à leur actif le musée Clyfford Still de Denver qui jouit d'une belle renommée.

Le nouveau musée d'art Palmer, qui a ouvert ses portes le 1<sup>er</sup>

juin, est radicalement différent de son prédécesseur. Il n'y a pas d'allègre arcade classique, arborant des sculptures surdimensionnées de façon cocasse, mais un assemblage hétéroclite de cubes sévères, apparemment aveugles et agencés en quinconce d'une manière qui met en relief leur séparation. Cet arrangement crée ainsi de petites cours qui répartissent la masse du bâtiment en pavillons à taille humaine. En réalité, le musée est assez spacieux, s'étendant au total sur 6 781 mètres carrés répartis sur deux étages.

Les façades très fortement texturées atténuent ce caractère rectilinéaire austère. Le bâtiment est revêtu de dalles de grès fauve de provenance locale, rythmées par plusieurs grands panneaux d'acier dont le motif tissé sophistiqué évoque une cote de mailles. On est surpris quand on apprend qu'il s'agit de stores tamisant la lumière du jour et réduisant la consommation d'énergie. Ce qui semble à première vue être une fantaisie décorative s'avère être une réponse pleine d'imagination à la hantise de la lumière du soleil qui, si elle n'était pas maîtrisée, transformerait tous les musées contemporains en bunkers.

Toute trace de rigorisme s'efface dès l'entrée. Contrairement à son prédécesseur, dont le portail à arcades était la caricature d'un palais romain, le nouveau musée Palmer refuse délibérément de respecter un ordre hiérarchique. Le visiteur peut entrer de part et d'autre du hall central, qui n'est pas tant une salle qu'un

passage. Le revêtement en grès placé en extérieur se poursuit à l'intérieur, donnant l'impression qu'une parcelle de l'extérieur se retrouve captive à l'intérieur. Le seul élément traditionnel de toute la composition, perpendiculaire

**Ce nouveau musée était nécessaire en raison de l'accroissement massif de la collection au fil de ces dernières années, soit quelque 11 000 objets**

à ce passage, est constitué par une enfilade de pièces alignées avec précision et mène le visiteur jusqu'aux œuvres d'art.

Après avoir gravi un magnifique escalier en bois, on pénètre dans un trio de galeries qui sont tout sauf des boîtes blanches. D'une part, elles sont peintes dans des couleurs très vives – bleu, vert ou rouge – qui confèrent à chaque espace un caractère distinctif et mémorable. D'autre part, leurs murs ne touchent pas tout à fait le plafond, une ambiguïté spatiale agréable qui suggère l'idée de clôture mais pas celle d'emprison-

nement. Certaines galeries sont à double hauteur, comme celle située à l'angle nord-est qui abrite la collection d'art américain du XIX<sup>e</sup> siècle du musée, accrochée de belle façon comme dans un salon avec les cadres positionnés les uns au-dessus des autres. (Le musée possède également une vaste collection de céramiques, tant asiatiques que modernes, des œuvres d'art des civilisations précolombiennes et une collection d'art contemporain qui ne cesse de s'accroître).

La lumière naturelle est abondamment utilisée, en particulier dans les galeries à double hauteur, où les fenêtres du deuxième étage n'ont pas de pare-soleil métalliques afin de faire office de claires-voies à travers lesquelles on peut admirer les montagnes environnantes. Huit galeries sur vingt sont dotées de puits de lumière, d'équipements high-tech avec des tamiseurs textiles s'adaptant aux variations de la luminosité extérieure. Tout cela est bienvenu, mais encombrant, rendant visible une machinerie dans un espace qui ne devrait être qu'apaisement et clarté (on se demande encore une fois pourquoi les élégantes lucarnes voûtées de Louis Kahn du musée d'art Kimbell n'ont jamais été copiées).

Si ce musée est le triomphe d'une préparation intelligente, il tient aussi du miracle en matière d'édification. Etant donné que l'Etat de Pennsylvanie dispose d'un service de construction important, qu'il gère avec une rigueur toute militaire, il est en

mesure de réaliser certaines économies d'échelle dans ses projets de construction. Il a également eu la sagesse de verrouiller les prix convenus dans les contrats au début de l'année 2021. Ainsi, le nouveau musée Palmer n'a pas dépassé son budget de 85 millions de dollars, un exploit remarquable en ces temps de flambée des prix.

Mais sur un point, il déçoit. Un musée pédagogique devrait être proche du cœur d'un campus, et non banni à sa périphérie. Il devrait se trouver là où un étudiant qui ne penserait jamais à entrer dans un musée d'art pourrait y accéder à la faveur d'un rapide détour lui offrant un aperçu de quelque chose de stimulant pour sa curiosité. Avec son architecture, toute de « porosité » accueillante, le musée d'art Palmer remplit son office, mais au mauvais endroit. Le postmodernisme était peut-être désinvolte et superficiel, mais il accordait de l'importance au concept de lieu. Charles Moore voulait que son musée « s'intègre dans la partie du campus où il se trouve » ; Allied Works voulait un bâtiment « autonome ». Un bâtiment splendide, en effet, mais trop isolé.

**Michael J. Lewis**

*Michael J. Lewis enseigne l'histoire de l'architecture au Williams College et rédige des articles sur l'architecture pour le Wall Street Journal.*

*(Traduit à partir de la version originale en anglais par Emmanuelle Serrano)*

*Edited from the original*



RENDERING: COURTESY OF MIR

**Le nouveau musée de l'université d'Etat de Pennsylvanie a ouvert ses portes le 1<sup>er</sup> juin.**



DUOLINGO

Suite de la page 1

millions de personnes ont des séries d'un an. En fait, l'entreprise affirme que plus de 70% des plus de 30 millions d'utilisateurs quotidiens actifs de son produit ont des séries ininterrompues d'au moins une semaine.

Ces chiffres sont d'autant plus remarquables compte tenu de la concurrence à laquelle est confronté Duolingo : à savoir, tout ce qu'on peut faire sur un téléphone qui n'implique pas de conjuguer des verbes. « Comparer l'apprentissage d'une langue avec TikTok », explique Liz Nagler, directrice principale de la gestion de produits chez Duolingo, « c'est comparer du brocoli et du dessert ».

Or, chaque jour, plus de 30 millions de personnes sont partants pour manger des légumes alors qu'ils ont le choix de se gaver de crème glacée.

Duolingo a été fondé en 2011 par Luis von Ahn, alors informaticien à la Carnegie Mellon University, et Severin Hacker, un de ses étudiants de troisième cycle. Aujourd'hui, M. von Ahn en est

« C'est vraiment très facile de rendre les gens accros à des choses comme les réseaux sociaux. Mais apprendre, c'est vraiment dur »

le PDG et M. Hacker le directeur technique. Depuis son entrée en Bourse en 2021, l'entreprise a surpassé l'indice S&P 500 et elle atteint désormais une valorisation de près de 8,5 milliards de dollars.

La plupart des gens utilisent la version gratuite de Duolingo, mais la plus grande part des revenus de l'entreprise provient des abonnements payants. Le reste vient de la publicité et des achats intégrés. Et des tacos. Oui, des tacos. Dans ses documents financiers, la ventilation des revenus de l'entreprise indique assidûment les revenus provenant de Duo's Taqueria, le restaurant mexicain qui jouxte son siège dans le quartier technologique de Pittsburgh (l'année dernière, les tacos ont représenté 682 000 dollars de revenus sur un total de 531 millions).

Mais oublions les tacos. Revenons aux brocolis et à la manière dont Duolingo réussit à leur donner le goût d'un sundae au caramel.

De nombreuses entreprises préfèrent ne pas mettre leurs habitudes sous le nez de leurs clients. Vous avez regardé Netflix 162 soirs d'affilée. C'est votre dernière chance de prolonger votre

série ! Duolingo, c'est l'inverse. Une des méthodes les plus fiables de l'entreprise pour faire revenir les utilisateurs consiste tout simplement à leur rappeler le temps qu'ils y ont déjà investi.

L'arme secrète de Duolingo est une chaîne de code appelée algorithme du bandit manchot, qui teste différents messages et envoie celui qui convient le mieux exactement au bon moment afin d'optimiser le nombre de personnes qui vont l'ouvrir.

D'autres entreprises vous bombardent de messages qui finissent par donner l'impression d'être des spams et peuvent s'avérer si irritants qu'on en finit par en désactiver totalement les notifications. Mais s'il semble que chaque fois que Duolingo vous envoie une notification, elle est spécifiquement conçue pour vous et envoyée précisément au moment où vous êtes le plus susceptible de cliquer, eh bien c'est parce que c'est exactement le cas.

Deux sortes de notifications sont particulièrement irrésistibles.

La première est appelée en interne la notification du « sauvetage de série ». Elle apparaît sur votre téléphone lorsqu'il ne reste plus qu'une heure dans la journée, souvent avec un emoji de sirène d'alarme.

Elle est personnalisée, imprévisible, opportune et pas franchement subtile. Elle est aussi délibérément conçue pour éveiller l'avarice à la perte, une notion inventée par les légendaires psychologues Daniel Kahneman et Amos Tversky. Duolingo a compris quelque chose de crucial à propos de nos comportements : certes nous voulons prolonger nos séries, mais ce que nous voulons surtout, c'est ne pas les perdre.

Demandez à James Clark. Il a réussi à prolonger sa série de 471 jours cette année pendant sa randonnée qui partait du camp de base du Mont Everest.

Il était si épuisé tous les soirs de son périple qu'il pouvait à peine aligner deux mots, encore moins parler espagnol. « Je n'avais pas vraiment envie de faire Duolingo », explique M. Clark. « Mais ce que je voulais absolument éviter, c'était de perdre ma série. » Alors ce monsieur vidéo britannique a acheté une carte Wi-Fi pour appeler sa petite amie et conserver sa série. « Principalement pour conserver ma série », avoue-t-il.

La plupart des utilisateurs attendent tard le soir pour faire leur leçon quotidienne, à l'image de M. Clark, qui s'endort souvent avant de se réveiller en panique à l'idée qu'il doit faire son Duolingo. Aux États-Unis, la plus grande proportion des notifications est envoyée vers 22h, et le moment optimal pour envoyer une notification est assez simple : c'est 24 heures après la dernière leçon.

Mais pas toujours. Aislinn Keogh est une écossaise diplômée en linguistique qui a une série de 1 578 jours. Des 40 langues proposées par Duolingo, elle a tenté les plus parlées (l'espagnol et le français) et les moins populaires (hawaïen et

gaélique écossais). En général, elle fait son Duolingo le soir. Sauf au 922e jour de sa série, où elle a pris un cours de norvégien tôt le matin, car elle avait des projets pour la soirée : son mariage.

Le deuxième type de notification efficace est de celles que M. Clark, Mme Keogh et les accros à Duolingo ne reçoivent jamais : la notification passive-agressive.

Après une semaine d'inactivité, Duolingo comprend le message et arrête d'en envoyer. Mais ce septième jour, avant de cesser, l'appli fait une dernière tentative et envoie la notification suivante :

« Ces rappels ne paraissent pas fonctionner. Nous allons arrêter de te les envoyer. » Et là, ça marche. Il se trouve même que c'est l'une de leurs alertes qui fonctionne le mieux, selon Mme Nagler.

Elle le sait parce que Duolingo réalise constamment des tests A/B sur chaque caractéristique de produit avant de les lancer. Même quelques mots peuvent conduire à une petite augmentation de la fidélisation et de l'engagement, de petites différences qui s'additionnent et finissent par en faire une énorme au fil du temps. Prenez ces deux notifications, par exemple :

1. Prends une nouvelle habitude ! Il n'est pas trop tard pour apprendre une langue en 2020

2. Atteins tes objectifs ! Entretiens tes bonnes résolutions en faisant une leçon.

Elles ont peut-être l'air semblables mais elles ne le sont pas. La première a beaucoup mieux fonctionné, car les habitudes sont plus efficaces que les objectifs. Il se trouve que lorsque Duolingo a testé des répliques du style « active les rappels de série » et « établis des habitudes sur le long terme grâce aux rappels », il a découvert que le simple fait de mentionner le mot « habitudes » conduisait à une amélioration de 5%.

Ce type d'expérimentation rigoureuse est nécessaire car il est bien plus difficile qu'on pourrait le croire de ramener les gens à Duolingo tous les jours.

« C'est vraiment très facile de rendre les gens accros à des choses comme les réseaux sociaux ou les jeux sur smartphones », explique Mme Nagler. « Mais apprendre, c'est vraiment dur. »

Quiconque connaît Duolingo sait que ça se rapproche davantage du jeu FarmVille que d'un cours de langue. L'application regorge d'un si grand nombre de techniques de ludification qu'on se demande si on est vraiment en train d'apprendre quelque chose, entre toutes ces mini-leçons, ces personnages aux looks étranges et ces histoires de chevaux qui vont au cinéma.

Mais c'est justement ça, l'idée. Les séries et les notifications sont conçues pour vous faire revenir. Mais vous ne le feriez pas sans les algorithmes, les dizaines d'années de recherches et un modèle d'IA appelé Birdbrain qui vous aide à apprendre sans vous en rendre compte. Le brocoli a peut-être un goût de crème glacée, mais ça n'en reste pas moins du brocoli.

« De nombreuses autres applications sont meilleures que nous pour nous divertir, mais les gens ne viennent pas sur Duolingo pour s'amuser mais pour apprendre » ; explique Bozena Pajak, vice-présidente chargée de l'apprentissage et du programme de l'entreprise. « Si nous n'enseignons rien aux gens, ils ne restent pas chez nous. Quel que soit le degré de divertissement de l'appli. »

Où le nombre de message qu'une petite chouette verte peut vous envoyer.

Ben Cohen  
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérangère Viennot)

Edited from the original



SIPA PRESS

Les législatives sont un coup de tonnerre pour les détenteurs de patrimoine.

## La chasse aux riches va-t-elle être lancée ?

### Patrimoine

LES MESURES ÉCONOMIQUES ne sont qu'un pan de l'enjeu des prochaines élections législatives, mais il pèse lourd. Le patrimoine des ménages risque d'être pris en otage. « Les campagnes électorales, en particulier en France et aux États-Unis, donnent lieu à une surenchère de promesses rarement vue depuis le début des années 1980 », constate Philippe Crevel, président du Cercle de l'Épargne.

Rien d'étonnant à ce que l'ISF, le plus symbolique des impôts, refasse surface. Le programme du Front populaire et celui du Rassemblement national prévoient tous deux de le réanimer de manière un peu différente. « S'il corrige nombre d'inégalités, l'État providence, dont le poids n'a jamais été aussi élevé au sein des pays occidentaux, génère aussi de la jalousie et des rancœurs. La démocratie est également menacée par la désagrégation des sociétés. Des mondes parallèles se sont institués : les urbains, les ruraux, les néoruraux, les « wokistes », les « antiwokistes », etc. Chacune de ces communautés se considère comme porteuse d'une vérité universelle », analyse Philippe Crevel.

Toutes les mesures d'un programme sont rarement mises en œuvre. « Le Rassemblement national veut revenir à l'ISF, mais en exonérant la résidence principale. Il rappelle que les actionnaires de sociétés familiales n'ayant pas de rôle opérationnel auraient beaucoup à perdre. Certains chefs d'entreprise s'inquiètent d'ailleurs d'un retour de l'ISF, notamment ceux qui s'apprêtent à quitter leur rôle opérationnel. « Pour un chef d'entreprise qui voudrait passer la main à un de ses enfants, une solution peut consister à changer la forme de la société et à devenir président du conseil de surveillance », conseille Jean-Yves Mercier. Pour éviter une vague d'expatriation fiscale si l'ISF revenait, il faudrait au moins, souligne-t-il, « réactiver les possibilités d'exonération dans le cadre du pacte Dutreil en cas d'engagement de détention des titres ».

Lors de la dernière élection présidentielle, le Cercle des Fiscalistes avait analysé les programmes électoraux et leurs implications

économiques. Cette fois, pour les législatives, impossible de se livrer à une telle analyse « par manque de temps et de données sécurisées ». Jean-Yves Mercier met toutefois en garde contre le coût pour les finances publiques d'une baisse du taux de TVA à 5,5% sur les produits énergétiques, mesure qui figure dans le programme du Rassemblement national. « Voter ce taux réduit mettrait en danger nos recettes fiscales et serait une violation de nos engagements internationaux. Pour que Bruxelles change les règles, il faudra du temps. Souvenez-vous, Jacques Chirac avait mis quatre ans à faire valider par l'Union européenne la baisse du taux de TVA sur la restauration et cela n'avait servi à rien en termes de pouvoir d'achat ! » ajoute-t-il. Il pointe le poids de l'impôt. « Les trois quarts des recettes du budget public (budget de l'État, des collectivités locales et de la sécurité sociale) viennent de l'impôt et des taxes sur les revenus, seuls 25% pèsent sur la consommation. »

Le logement, qui n'a eu un temps aucun ministre, est bien présent dans les programmes et fait figure de marqueur important. Gabriel Attal propose la suppression des « frais » de notaire pour les primo-accédants des classes moyennes, jusqu'à 250 000 euros d'acquisition. Le Rassemblement national prévoit d'exonérer la résidence principale d'ISF, mais aussi d'assouplir la réglementation sur les DPE et de lever les interdictions de louer qui « paralysent le marché du logement ». Le Front populaire, qui a par ailleurs prévu d'augmenter l'impôt sur le revenu et de supprimer la flat tax, affiche un programme détaillé : PTZ pour tous les primo-accédants, abrogation de la loi anti-squat, interdiction des expulsions locatives pour impayés sans proposition de relogement, réquisition des logements vides si nécessaire, plafonnement des loyers et des prix du foncier dans les zones tendues, garantie universelle des loyers pour les propriétaires.

Aujourd'hui, côté patrimoine, la hausse des taux d'intérêt est la seule bonne nouvelle pour les épargnants : ceux qui ont des liquidités peuvent grappiller un peu de rendement supplémentaire sur leurs placements obligataires. Les spécialistes conseillent en revanche d'attendre d'y voir plus clair pour investir en Bourse. Et sur le marché immobilier, l'attentisme risque de se prolonger...

Carole Papazian

## Le conseil de la semaine Louez aux nouvelles familles monoparentales



Julien Cresp,  
Président et data scientist  
de Terre de Données

DÉFINIR LES caractéristiques du bien à cibler pour un investissement locatif

peut être délicat, d'autant plus dans un contexte de crise immobilière. Pourtant l'évolution démographique, et donc des besoins de logements, constitue un premier indicateur.

Entre 2009 et 2020, 1,3 million de personnes ont rejoint les rangs des familles monoparentales en France, atteignant le nombre de 2,83 millions, et 8 sur 10 sont composées d'une femme seule avec enfant.

Elles ont un revenu médian 20 à 25% moins élevé que les autres ménages et sont moins d'un tiers à être propriétaires. Par ailleurs, entre 2018 et 2050, plus de la moitié de la croissance du nombre de ménages se concentrerait entre autres dans les grandes métropoles régionales (Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Montpellier, Rennes, Grenoble et Nantes).

Cette évolution démographique reflète un très fort besoin, dans ces zones, de logements de taille intermédiaire (T2/T3), proches des commodités (écoles, médecins, transports...), et à prix raisonnables, offrant un accès à la location adapté à leurs ressources économiques. Sans aucun doute, un axe que les investisseurs locatifs peuvent explorer pour constituer leur patrimoine.



SIPA PRESS

Le PDG de Duolingo, Luis von Ahn.



# Conférences by l'Opinion



## Nourrir la planète : Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

**Jeudi 27 juin 2024 de 9h à 12h, Paris 16<sup>e</sup>**

Avec la participation de :



**Sébastien Abis**  
Directeur, club Demeter



**Thierry Blandinières**  
Directeur général, InVivo



**Audrey Bourolleau**  
Fondatrice de Hectar



**Christoph Büren**  
Président,  
Groupe Vivescia



**Sophie Carton**  
Chef de projets R&D et  
innovation à la ferme  
expérimentale d'AgroParisTech



**Nicolas Chabanne**  
Fondateur de la démarche  
« C'est qui le patron ? »



**David Gouache**  
Directeur du  
Groupement d'Intérêt  
Economique PeaBoost



**Emélie Halle**  
Responsable de  
l'approvisionnement  
durable, Saipol



**Jean-François Loiseau**  
Président, Intercéréales



**Arnaud Montebourg**  
Ancien ministre,  
entrepreneur



**Yves Picquet**  
Président, Bayer France et  
directeur, Crop Science France



Découvrir  
le programme  
et s'inscrire

Informations et inscriptions gratuites : [www.lopinion.fr/evenements](http://www.lopinion.fr/evenements)

En partenariat avec :



Avec le soutien de :

